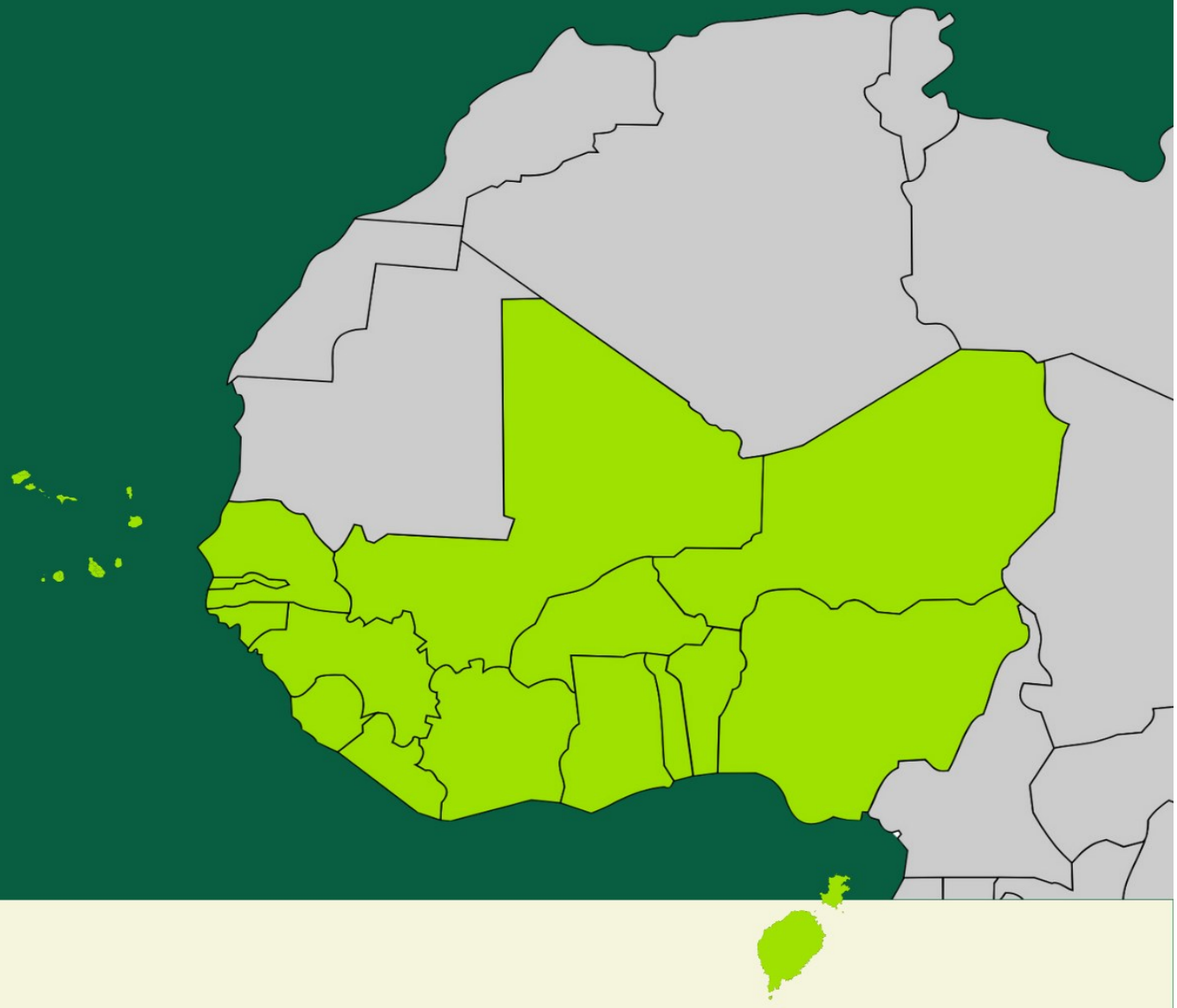
ÉTATS MEMBRES DU GIABA BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR 2025



NOVEMBRE 2024

Le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent (GIABA) est une institution spécialisée de la CEDEAO et un Organisme Régional de Type GAFI qui promeut des politiques visant à protéger le système financier des Etats membres contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

Pour plus d'informations sur le GIABA, veuillez consulter le site Internet : www.giaba.org

Le présent document, ainsi que toutes les données et les cartes qu'il contient, sont sans préjudice du statut ou de la souveraineté sur un territoire, de la délimitation des frontières et démarcations internationales ainsi que du nom d'un territoire, d'une ville ou d'une région.

Ce rapport sur l'assistance technique doit être lu avec les rapports d'évaluation mutuelle publiés par le GIABA et les rapports de suivi des États membres. Le présent rapport ne remplace pas les documents de stratégie nationale ou les plans d'action des États membres, mais sert d'orientation pour la coordination des besoins exprimés par les États membres afin de faciliter leur conformité et leur efficacité en matière de LBC/FT/FP, en préparation du troisième cycle des EM.

GIABA 2024. Tous droits réservés.
Aucune reproduction ou traduction de cette publication ne peut être effectuée sans autorisation écrite préalable.

Les demandes d'autorisation de diffusion, de reproduction ou de traduction de tout ou partie de cette publication doivent être adressées au GIABA, sis au Complexe SICAP, Point E, Av Cheikh A. DIOP x Canal IV, 1er Etage, Immeuble A, B. P. 32400, Ponty Dakar (Sénégal). E-mail : secretariat@giaba.org

Table des matières

Assistance technique du GIABA 2
Aperçu 5
Les Recommandations du GAFI 8
Tableau des besoins exprimés par les Etats membres 9
Besoins en assistance technique des États membres 12
- Bénin 12
- Burkina Faso 15
- Cabo Verde 19
- Union des Comores 23
- Côte d'Ivoire 26
- Gambie 31
- Ghana 35
- Guinée 39
- Guinée-Bissau 42
- Libéria 46
- Mali 53
- Niger 56
- Nigéria 60
- Sao Tomé et Principe 65
- Senegal 68
- Sierra Léone 73
- Togo 76

Définitions des termes 79

Assistance technique du GIABA

Le rapport sur l'assistance technique du GIABA pour 2025 est conforme à l'article 2 (c) du mandat révisé du GIABA de 2006, tel qu'amendé en décembre 2020. Ce rapport 2025 sur les besoins en assistance technique des États membres du GIABA est basé sur le second cycle des rapports d'évaluation mutuelle, de typologies et d'autres rapports de recherche, sur le rapport d'évaluation nationale des risques des États membres, sur le rapport annuel de 2023 d'évaluation de LBC/FT/FP des pays, ainsi que sur les contributions de la Cellule de Renseignements Financiers des États membres.

L'assistance technique (AT) est une forme largement admise utilisée pour renforcer la compréhension des parties prenantes de LBC/FT/FP et la priorisation du lutter contre le blanchiment de capitaux, du financement du terrorisme et de la prolifération dans le cadre de la stratégie nationale de LBC/FT/FP des pays membres. La 40e réunion de la Commission Technique/Plénière du GIABA de novembre 2023 a appelé à une meilleure harmonisation et collaboration entre les partenaires techniques et financiers, les États membres et le Secrétariat du GIABA en mettant en place le Groupe sur l'Assistance Technique du GIABA (GATG). Cette action vise à renforcer davantage la collaboration et la coordination entre les prestataires de l'assistance technique dans les États membres du GIABA, afin de s'assurer que les États membres utilisent efficacement l'assistance technique délivrée pour corriger les lacunes identifiées dans leurs rapports d'évaluation mutuelle.

Le second cycle des évaluations mutuelles a révélé les indicateurs généraux ci-après des États membres du GIABA[1]:

Efficacité et Conformité Technique Indicateurs des États membres du GIABA évalués (second cycle des évaluations mutuelles)

Tableau1. Indicateurs des Résultats Immédiats

Etats membres	EE	ES	EM	EF
Bénin	0	0	0	11
Burkina Faso	0	0	2	9
Cabo Verde	0	0	0	11
Union des Comores	0	0	0	11
Côte d'Ivoire	0	0	3	8
Gambie	0	0	1	10
Ghana	0	1	4	6
Guinée	0	0	0	11
Guinée-Bissau	0	0	0	11
Libéria	0	0	1	10
Mali	0	0	1	10

[1] A fin novembre 2024, le GIABA a conduit et adopté seize sur dix-sept rapports d'évaluation mutuelle de ses États membres - Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Comores, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigéria, Sao Tome et Principe, Sénégal, Sierra Léone et Togo.

Etats membres	EE	ES	EM	EF
Niger	0	0	1	10
Nigéria	0	0	2	9
São Tomé et Príncipe	0	0	0	11
Sénégal	0	0	1	0
Sierra Léone	0	0	1	10
Togo	0	0	0	11
Total	0	1	17	159

Nota Bene : Les notes d'efficacité peuvent être soit d'un niveau élevé (EE), significatif (ES), modéré (EM) ou faible (EF).

Tableau2. Indicateurs de Conformité Technique

Etats membres	C	LC	PC	NC
Bénin	7	15	12	6
Burkina Faso	9	19	12	0
Cabo Verde	8	15	17	0
Union des Comores	11	12	14	3
Côte d'Ivoire	1	8	24	7
Gambie	5	17	15	3
Ghana	13	22	5	0
Guinée	12	14	13	1
Guinée-Bissau	5	11	21	3
Libéria	3	15	19	3
Mali	6	18	14	2
Niger	10	16	11	3
Nigéria	13	24	3	0
São Tomé et Príncipe	5	11	19	5
Sénégal	9	16	14	1
Sierra Léone	4	16	18	2
Togo	6	10	22	2
Total	127	259	253	41

Nota Bene : Les notes de conformité technique peuvent être soit C - conforme, LC - largement conforme, PC - partiellement conforme ou NC - non conforme.

Les indicateurs montrent que les États membres comptent un nombre plus élevé de notes de conformité technique conformes et de largement conformes que le nombre des notes d'efficacité élevée et significative, ce qui souligne que l'utilisation pratique de la loi pour lutter efficacement contre les crimes et les secteurs à risque élevé reste extrêmement faible. Le rapport sur l'AT de 2025 fournira une approche coordonnée aux prestataires de l'assistance technique afin qu'ils focalisent leur assistance technique sur les domaines pertinents dans les États membres et qu'ils mettent l'accent sur le suivi ciblé de l'AT en vue d'une amélioration, particulièrement dans les domaines de l'évaluation mutuelle. Le rapport tient compte du fait que l'évaluation mutuelle est une image d'un temps « T » et n'indique pas qu'un pays ne fait pas de gros efforts pour lutter contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération. Tenant compte des tendances des activités de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et de la prolifération et du fait que les États membres ont une économie basée sur l'argent liquide, les activités des

entreprises et professions non financières désignées, ou d'autres systèmes de transfert de valeurs, autrement dit pas seulement les institutions financières, sont également prises en compte en vue de l'assistance technique. Les États membres du GIABA se trouvent à différents niveaux de mise en œuvre et auront des besoins différents pour s'assurer que les progrès sont effectués de manière harmonieuse et coordonnés de la même manière à travers tous les États membres.

Aperçu

Le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération (fourniture de fonds ou de services financiers pour la fabrication d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques), ainsi que les crimes connexes, sapent le secteur financier et les moyens de subsistance des citoyens. Ces crimes peuvent déstabiliser les pays en affaiblissant la loi et l'ordre, la gouvernance, l'efficacité de la réglementation, les investissements étrangers et les flux internationaux de capitaux. L'ampleur des flux financiers illicites (FFI) estimés pour la seule Afrique au cours des 50 dernières années a fait perdre plus de 1 000 milliards de dollars américains. Des études récentes montrent que l'Afrique perd bien plus que 50 milliards de dollars par an. Par exemple, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) a estimé l'incidence des FFI en Afrique à 86,6 milliards de dollars par an. Cette estimation est basée sur leur définition et leur compréhension des FFI comme des « échanges transfrontaliers de valeurs, de devises ou autres, illégalement gagnées, transférées ou utilisées ».[2]

Les activités de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans un pays peuvent avoir des effets négatifs graves au-delà des frontières et à l'échelle mondiale. Les pays où les contrôles sont faibles ou inefficaces attirent les blanchisseurs de capitaux et les financiers du terrorisme. Des organisations criminelles, des terroristes et d'autres acteurs illicites de plus en plus sophistiqués continuent de chercher les maillons faibles des mesures régionales de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération (LBC/FT/FP).[3]

L'élaboration de dispositifs de LBC/FT/FP et la mise en œuvre effective des Normes du Groupe d'Action Financière (GAFI) améliorent constamment l'économie et le niveau de vie des pays. Les États membres qui peuvent durablement continuer à s'adapter aux normes internationales et à relever des défis en constante évolution conservent des perspectives solides et peuvent garantir des systèmes financiers, commerciaux et d'échanges fiables. Le GIABA, en tant qu'Organisme Régional de Type GAFI (ORTG), collabore avec le GAFI pour promouvoir la conformité aux 40 Recommandations du GAFI. Le GIABA aide également les États membres à identifier, coordonner et délivrer une assistance technique et d'autres moyens d'améliorer leur conformité technique et leur efficacité.

Les dispositions de délivrance de l'AT de LBC/FT/FP du GIABA sont mises en œuvre dans les cadres suivants, comme projets régionaux ou nationaux, sur la base des directives de l'assistance technique du GIABA[4].

- **Renforcement des capacités —** Ceci vise à améliorer la capacité, à partager les connaissances et à renforcer les capacités des parties prenantes (accroître la compréhension et les compétences) à mettre en œuvre efficacement les exigences de LBC/FT/FP et à répondre aux crimes et menaces financiers.
    - **Atelier et formation** – Cette formation interactive et pratique (travail de groupe) vise à engager les participants dans une discussion et une activité intensives sur un thème particulier relatif à la LBC/FT/FP, dans deux grandes catégories - niveaux intermédiaire et avancé.

[2] Lutte des Nations Unies contre les flux financiers illicites en Afrique résultant de pratiques fiscales et commerciales illégales (2022)
[3] https://www.imf.org/en/About/Factsheets/Sheets/2023/Fight-against-money-laundering-and-terrorism-financing#:~:text=Money%20laundering%20is%20the%20processing,money%20to%20support%20terrorist%20activities.
[4] Guide sur l'Assistance Technique du GIABA (2022).

- **Plaidoyer et sensibilisation** – Cette méthode fournit une explication répétée des mesures de LBC/FT/FP afin de sensibiliser davantage les parties prenantes.
- **Forums** - Cette session de discussion interactive se focalise sur un thème particulier relatif à la LBC/FT et donne lieu à la publication d'un communiqué, notamment le Partenariat entre les secteurs Public et Privé (PPP) et les Forums des parties prenantes
- **Cours d'apprentissage en ligne** – Comprend la formation basée sur l'ordinateur en vue de faciliter la diffusion de modules de formation à la LBC/FT/FP sur une large gamme de thèmes et de cours à un large éventail de publics au niveau régional et mondial.

- **Services de consultance et d'expertise** – Il s'agit du financement total ou partiel de consultants/experts chargés d'entreprendre des études spécifiques pour évaluer les risques relatifs à la LBC/FT/FP, et de fournir les bonnes pratiques conformes aux normes internationales et aux Recommandations du GAFI.
- **Mentorat** – Il s'agit d'une mise à disposition de long terme destinée à renforcer les capacités du personnel d'une institution ou d'une formation technique afin d'aider un État membre donné à mettre en place, renforcer et mettre en œuvre ses dispositifs de LBC/FT. Le mentorat peut être effectué sur site ou hors-site. La durée n'excèdera pas six (06) mois.
- **Assistance juridique et conseils aux États membres** – Cette assistance juridique est fournie aux États membres qui ont sollicité une revue de leurs lois de LBC/FT afin d'assurer une conformité totale aux instruments juridiques internationaux, conventions des Nations Unies et Recommandations du GAFI.
- **Promouvoir la coopération internationale et le partenariat –** Apporter un appui aux États membres afin de leur permettre d'adhérer au Groupe Egmont des CRF et de participer aux forums internationaux aux sessions à huis clos et aux manifestations de LBC/FT/FP.
- **Matériel technique et subventions/Aides financières directes** – La fourniture du matériel technique est faite à la demande des États membres pour remplir une mission spécifique de LBC/FT/FP. L'aide financière est destinée à aider les États membres à corriger les lacunes identifiées dans le cadre de leurs évaluations mutuelles.

Le rapport sur les besoins en assistance technique des États membres du GIABA en 2025 se focalise sur les besoins en assistance technique des États membres en tenant compte des risques et des menaces associés aux États membres, tels qu'ils figurent dans leurs évaluations nationales des risques. Le rapport met en exergue les évaluations de l'infrastructure juridique et institutionnelle de LBC/FT/FP des mesures actuelles prises par les pays à partir de leurs rapports de suivi. Il indique également certaines vulnérabilités et lacunes et identifie la force de la coopération dans les enquêtes internationales.

De manière générale, tous les États membres du GIABA ont indiqué que la corruption représentait un risque élevé et continuait à prospérer, facilitant ainsi les entreprises criminelles organisées, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Bien que le risque de corruption existe dans tous les États membres du GIABA, la faible volonté politique, l'inefficacité des structures, l'utilisation inefficace des mécanismes de dissuasion, les enquêtes focalisées sur les infractions sous-jacentes et l'infrastructure déficiente de LBC/FT/FP accroissent l'exposition au risque de corruption. Tout en veillant à ce que des réformes législatives et institutionnelles soient entreprises et constituent un fondement nécessaire pour lutter contre la corruption, il s'avère également crucial de veiller à ce que le personnel soit responsabilisé et que la répression soit rigoureuse et cohérente.

Les modifications apportées par le GAFI à la transparence des bénéficiaires effectifs et des cryptomonnaies restent au cœur des efforts de lutte contre le BC. Ces changements visent à renforcer les normes internationales et à promouvoir une plus grande transparence. Les cryptomonnaies continuent de gagner en

popularité et se passent de frontières. Leur utilisation accrue par diverses organisations criminelles pose de nouveaux défis aux gouvernements et aux AEPP sur les plans politique, juridique et de la répression.

L'économie basée sur l'argent liquide des États membres du GIABA accroît la tolérance au risque des entreprises et professions non financières désignées (EPNFD) et d'autres entités pour blanchir les fonds illicites. Ces secteurs peuvent offrir le confort et souvent l'anonymat. Les pays prennent des mesures significatives pour élaborer et utiliser efficacement les dispositifs de LBC/FT/FP afin d'améliorer la stabilité et la gouvernance de manière cohérente. La mise en œuvre effective de dispositifs de LBC/FT/FP conformes aux normes internationales est vitale pour la stabilité politique, la démocratie et les marchés libres, améliorant ainsi la vie de millions de personnes dans les États membres du GIABA.

Les Recommandations du GAFI[5]

Les Recommandations du GAFI constituent un cadre exhaustif de mesures destinées à aider les pays à lutter contre les flux financiers illicites. Elles incluent un cadre solide de lois, de règlements et de mesures opérationnelles permettant aux autorités nationales de prendre des mesures efficaces pour détecter et interrompre les flux financiers qui alimentent la criminalité et le terrorisme et pour punir les responsables d'activités illégales.

Les 40 Recommandations sont divisées en sept domaines distincts :

- Les politiques et la coordination de la LBC/FT
- Le Blanchiment de capitaux et la confiscation
- Le financement du terrorisme et de la prolifération
- Les mesures préventives
- La transparence des bénéficiaires effectifs des personnes morales et des constructions juridiques
- Les pouvoirs et responsabilités des autorités compétentes et les autres mesures institutionnelles
- La coopération internationale

Les Recommandations du GAFI sont aussi souvent appelées les Normes du GAFI, qui comprennent les Recommandations elles-mêmes et leurs Notes Interprétatives, ainsi que les définitions applicables dans le Glossaire. Vu que les pays disposent de cadres juridiques, administratifs et opérationnels ainsi que des systèmes financiers différents, ils devraient adapter la mise en œuvre des Recommandations à leurs situations particulières.

La pierre angulaire des Recommandations du GAFI est l'approche fondée sur le risque, qui souligne la nécessité pour les pays d'identifier et de comprendre les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme auxquels ils sont exposés. L'ABR leur permet de prioriser leurs ressources dans l'atténuation des risques dans les domaines les plus risqués. Le GAFI fait en permanence un suivi des menaces nouvelles et évolutives qui pèsent sur le système financier et met régulièrement à jour et affine ses Recommandations afin que les pays disposent d'outils actualisés pour poursuivre les criminels.

Les onze Résultats Immédiats

R.I. 1 - Risque, politique et coordination	R.I. 2 - Coopération internationale	R.I. 3 - Supervision	R.I. 4 - Mesures préventives	R.I. 5 - Personnes morales et constructions juridiques	R.I. 6 - Renseignement financier
R.I. 7 - Enquêtes et poursuites du blanchiment de capitaux	R.I. 8 - Confiscation	R.I. 9 - Enquêtes et poursuites du financement du terrorisme	R.I. 10 - Mesures préventives et sanctions financières du FT	R.I. 11 - Sanctions financières de FP	

Conformité technique - C/LC/PC/NC

[5] https://www.fatf-gafi.org/en/topics/fatf-recommendations.html

R. 1 - Évaluation des risques et application de l'approche fondée sur les risques	R. 2- Coopération et coordination nationales	R. 3 - Infraction de BC	R. 4- Confiscation et mesures provisoires	R. 5 - Infraction de FT
R. 6 - Sanctions financières ciblées liées au terrorisme et au FT	R. 7- Sanctions financières ciblées liées à la prolifération	R. 8 - Organismes à but non lucratif (OBNL)	R. 9 - Lois sur le secret professionnel des institutions financières	R. 10- Devoir de vigilance à l'égard à la clientèle
R. 11 - Conservation des documents	R. 12- Personnes Politiquement Exposées	R. 13 - Correspondance bancaire	R. 14- Services de transfert de fonds ou de valeurs	R. 15 - Nouvelles technologies
R. 16 - Virements électroniques	R. 17 - Recours à des tiers	R. 18- Contrôles internes et succursales et filiales à l'étranger	R. 19 - Pays présentant un risque plus élevé	R. 20 - Déclaration des opérations suspectes
R. 21 - Divulgation et confidentialité	R. 22- Entreprises et professions non financières désignées : Devoir de vigilance relatif à la clientèle	R. 23 - Entreprises et professions non financières désignées : autres mesures	R. 24- Transparence et bénéficiaires effectifs des personnes morales	R. 25- Transparence et bénéficiaires effectifs des constructions juridiques
R. 26- Réglementation et contrôle des institutions financières	R. 27 - Pouvoirs des autorités de contrôle	R. 28 - Réglementation et contrôle des entreprises et professions non-financières désignées	R. 29 - Cellule de renseignement financier (CRF)	R. 30 - Responsabilités des autorités de poursuite pénale et des autorités chargées des enquêtes
R. 31 - Pouvoirs des autorités de poursuite pénale et des autorités chargées des enquêtes	R. 32 - Passeurs de fonds	R. 33 - Statistiques	R. 34 - Lignes directrices et retour d'informations	R. 35 - Sanctions
R. 36 - Instruments internationaux	R. 37 - Entraide judiciaire	R. 38- Entraide judiciaire : gel et confiscation	R. 39 - Extradition	R. 40- Autres formes de coopération internationale

Tableau des besoins exprimés par les Etats membres[6]

Le tableau des besoins exprimés par les Etats membres ci-dessous met en exergue le large éventail de besoins en assistance technique, à la date de juin 2024, dont les pays ont besoin pour lutter efficacement contre le BC/FT/FP. Ce tableau de référence ne compare pas les éléments qui incluent l'activité législative et d'autres caractéristiques d'identification relatives à la vulnérabilité en matière de BC/FT/FP d'un pays.

[6] Sur le fondement du rapport annuel des pays (2023) tel que révisé après la 41ème réunion de la Commission Technique/Plénière du GIABA en mai 2024.

Les États membres ont sollicité une assistance technique au GIABA et à ses partenaires dans les domaines suivants :

- Besoin d'aide pour acquérir les équipements techniques et matériels nécessaires[7] pour assurer une mise en œuvre efficace de la LBC/FT/FP ;
- Accroître le nombre d'activités de sensibilisation et de formation pour les différentes parties[8] concernées ;
- Renforcer les capacités des autorités compétentes de LBC/FT dans les domaines suivants :
  - Conduite des évaluations sectorielles des risques,
  - Mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation pour la mise en œuvre des stratégies nationales de LBC/FT/FP,
  - Mise en œuvre des plans d'actions d'ICRG,
  - Analyse tactique et stratégique des DOS (niveaux intermédiaire et avancé),
  - Acquisition d'outils de gestion et d'analyse des données,
  - Mise en place des mécanismes pour anticiper et comprendre les risques émergents (cybercriminalité, infractions relatives monnaies virtuelles),
  - Compréhension des nouvelles lois de LBC/FT et des autres exigences du GAFI,
  - Rédaction de manuels de procédures de LBC/FT,
  - Poursuite et jugement des infractions de BC/FT,

La répartition des besoins spécifiques, tels qu'exprimés par les États membres dans le cadre des méthodes générales de prestation de l'assistance technique par les institutions parties prenantes, est présentée dans le tableau ci-dessous :

Légende - Le numéro correspondant à l'activité d'assistance technique.

Formation	Sensibilisation	Mentorat	Équipement et logistique	Typologies/capacités de recherches
1	2	3	4	5

[7] Les besoins non exprimés ne peuvent pas être pris en compte.
[8] L'appropriation par les États membres de la sensibilisation interne devrait être renforcée.

ÉTATS MEMBRES	CELLULES DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	AGENCES D' ENQUÊTES CRIMINELLES	JUDICIAIRE	AGENCES DE RÉGULATION OU DE SUPERVISION	INSTITUTIONS FINANCIERES	EPNFD	LOI	SOCIÉTÉ CIVILE ET MÉDIA	COOPÉRATION INTERNATIONALE
BÉNIN	1, 3, 4	1	1	1	1	1	1	-	3
BURKINA FASO	1, 4, 2	2	1,2	2	1, 2	1, 2	2	2	-
CABO VERDE	1, 3, 4	1, 3, 4	1	-	1	1	-	-	1
UNION DES COMORES	1	1	1	-	-	-	3	-	-
CÔTE D'IVOIRE	1	1	1	1	1	1,2	-	-	-
GAMBIE	1	1	1	1	1	1	1	-	-
GHANA	1, 3, 5	1	1	1	1	1	-	-	-
GUINÉE	1, 4	-	-	-	-	-	-	-	-
GUINÉE-BISSAU	1, 5, 4	-	-	1	-	-	-	-	-
LIBÉRIA	1, 4	1	1	1	-	-	-	-	-
MALI	1	1	-	-	1	-	-	-	-
NIGER	1	1	-	-	-	-	-	-	-
NIGÉRIA	1, 5, 4	-	-	-	-	-	-	-	-
SAO TOME ET PRINCIPE	1, 4	1, 4	1	1	1	1	1	1	-
SENEGAL	1, 2	1, 2	2	2	1, 2	1, 2	1, 2	2	2
SIERRA LÉONE	5, 4, 1	1,2	1	1	1	-	4,2	-	-
TOGO	1	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : *Rapports d'activités des pays soumis au GIABA*

Légende : 1=Formation, 2=Sensibilisation, 3=Mentorat, 4=Equipement et logistique et 5=Typologies/Capacité de recherches.

Besoins en assistance technique des États membres

Bénin



Notes d'efficacité et de conformité technique[9]

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
LC	**LC**	**LC**	**PC**	**PC**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
LC	**LC**	**NC**	**C**	**PC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
LC	**PC**	**LC**	**PC**	**NC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
PC	**LC**	**LC**	**NC**	**PC**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
C	**PC**	**PC**	**NC**	**NC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**C**	**NC**	**C**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**PC**	**LC**	**LC**	**LC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**C**	**LC**	**LC**	**LC**

Aperçu

La République du Bénin est située en Afrique de l'Ouest, sur le Golfe de Guinée. Le pays compte une population estimée à 11,2 millions d'habitants (chiffres de 2017), avec un littoral d'environ 125 kilomètres le

[9] Mises à jour en mai 2024.

long de l'océan Atlantique. Sa superficie est d'environ 114 763 kilomètres carrés (Km²). Sa capitale politique est Porto-Novo, bien que de nombreux départements gouvernementaux opèrent à Cotonou, qui est le principal centre économique du pays. Le Bénin est limité au nord par le Niger et le Burkina Faso, au sud par l'océan Atlantique, à l'est par le Nigéria et à l'ouest par le Togo. La zone maritime du pays est d'environ 58 152 Km². La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à dix-neuf milliards six cent soixante-treize millions de dollars américains (19,673 milliards USD)[10].

L'évaluation mutuelle sur place au Bénin s'est déroulée du 25 février au 13 mars 2019. Le Bénin a sollicité une réévaluation de la notation et a été réévalué sur les Recommandations 6, 7 et 34 de PC à LC concernant sa conformité technique. Le pays a fait montre d'une forte volonté politique pour améliorer encore ses dispositifs de LBC/FT/FP.

Risque national

Le rapport d'évaluation nationale des risques (ENR) du Bénin est l'une des sources permettant au Bénin de comprendre ses risques de BC/FT. Le rapport reconnaît que le statut du Bénin comme point de transit pour le commerce maritime et terrestre régional et international l'expose à diverses activités criminelles. La prédominance des activités économiques informelles et la porosité des frontières sont des facteurs de vulnérabilité qui sont exploités par les criminels et leurs associés pour mener à bien plusieurs activités criminelles identifiées dans le rapport d'ENR comme étant les principales activités génératrices de produits illicites : l'escroquerie (notamment l'extorsion et l'abus de confiance), la cybercriminalité, la corruption, la fraude (fiscale ou douanière) et la contrebande de marchandises (faux médicaments, cigarettes, produits de la faune et de la forêt), la piraterie maritime, la traite des êtres humains (notamment des organes humains), le trafic de stupéfiants, la corruption, la contrebande, la fraude (sous toutes ses formes), la cybercriminalité et les infractions liées à l'environnement.

Les menaces du terrorisme et de son financement au Bénin sont élevées en raison de son environnement extérieur immédiat, notamment sa proximité avec le Burkina Faso, le Niger et le Nigéria, qui ont connu plusieurs attaques terroristes. En outre, comme la plupart des États membres de la CEDEAO, le Bénin est vulnérable à plusieurs formes de criminalité transnationale organisée, dont les produits pourraient être utilisés pour le financement du terrorisme. Les menaces de FT découlent également de la faiblesse de la réglementation et du contrôle des transferts électroniques de fonds, du transport physique transfrontalier de devises et des flux illicites incontrôlés.

Besoins en assistance technique

Le Bénin a amélioré ses régimes de lois et, depuis son évaluation mutuelle, sa note de conformité technique pour les Recommandations 6, 7 et 34 a été relevée à « largement conforme ». Le tableau ci-dessous présente les mesures en assistance technique ci-après comme des actions prioritaires pour améliorer la conformité du Bénin aux normes du GAFI.

[10] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Source	État d'avancement
Mentorat	Mise en place d'un registre des bénéficiaires effectifs avec les EPNFD (secteur immobilier) et finalisation des évaluations sectorielles des risques en cours.	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Un registre des bénéficiaires effectifs, conformité aux Recs. 24 et 25 et une plus grande transparence	Évaluation Nationale des Risques	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Diffuser les résultats des évaluations sectorielles et la nouvelle loi uniforme de LBC/FT/FP	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Utilisation d'une approche fondée sur le risque pour réduire l'incidence du BC/FT/FP dans les secteurs à risque élevé et dans le cadre des sanctions.	Évaluation Nationale des Risques	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Créer un registre central des BE au greffe du tribunal de commerce	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Un registre des bénéficiaires effectifs, conformité aux Recs. 24 et 25 et une plus grande transparence	Évaluation Nationale des Risques	Pas encore démarré
Loi, politique et directive en matière d'EM	Mise à jour de l'ENR et des documents de politique et de stratégie	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Documents de politique et de directive	Évaluation mutuelle	En cours
Loi, politique et directive en matière d'EM	Adoption des règlements d'application de la nouvelle loi de LBC/FT	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Nouveaux règlements d'application de LBC/FT	Évaluation mutuelle	En cours

Burkina Faso



Notes d'efficacité et de conformité technique[11]

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Modéré**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Modéré**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
LC	**LC**	**C**	**LC**	**C**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
PC	**PC**	**PC**	**C**	**LC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
LC	**LC**	**LC**	**PC**	**PC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
LC	**LC**	**LC**	**PC**	**LC**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
C	**PC**	**LC**	**PC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**C**	**PC**	**C**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**PC**	**LC**	**LC**	**LC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
C	**LC**	**LC**	**LC**	**LC**

Aperçu

Le Burkina Faso est un pays enclavé d'Afrique de l'ouest qui partage ses frontières avec le Mali au nord et à l'ouest, la Côte d'Ivoire au sud-ouest, le Ghana, le Togo et le Bénin au sud, ainsi que le Niger à l'est. La capitale du Burkina Faso est Ouagadougou. Le pays couvre une superficie de 274 200 km2. La population du Burkina est de 20 244 080 habitants. La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à vingt milliards deux cent trente-cinq millions de dollars américains (20,235 milliards USD)[12].

[11] Mises à jour en mai 2024.
[12] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

L'évaluation mutuelle sur place au Burkina Faso s'est déroulée du 23 juillet au 07 août 2018. Le Burkina Faso est sous le suivi d'ICRG du GAFI depuis 2021 et son plan d'action a expiré en décembre 2022. Toutefois, des progrès ont été réalisés pour corriger ses lacunes stratégiques, notamment par le renforcement de la supervision des institutions financières et des entreprises et professions non financières désignées, la mise en place d'un système permettant aux autorités compétentes d'avoir accès à des informations exactes et actualisées sur les bénéficiaires effectifs et la mise en œuvre d'un cadre pour le suivi des activités des OBNL à risque d'abus aux fins de FT. Le Burkina Faso doit continuer à travailler à la mise en œuvre de son plan d'action afin de corriger ses lacunes stratégiques en suspens par la mise en œuvre d'un régime efficace de sanctions financières ciblées relatif au FT et au FP[13].

Risque national

Bien que le Burkina ne soit pas un centre financier régional, le pays est une plaque tournante pour le commerce et le transit entre les pays du Sahel (Niger et Mali) et les pays côtiers (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo et Bénin). Comme la plupart des pays, le Burkina Faso est exposé à certains risques de BC/FT. Cependant, l'importance du secteur informel dans le pays et l'économie essentiellement basée sur l'argent liquide, qui limite la traçabilité des transactions et alimente l'économie souterraine, aggravent les risques posés par la proximité du pays avec le Sahel, où les groupes terroristes peuvent opérer au-delà des frontières.

L'évaluation nationale des risques (ENR) du Burkina Faso indique que les principales sources de produits de la criminalité au Burkina Faso sont la fraude fiscale, le détournement de fonds publics, le trafic de drogue, les opérations de change illicites, l'enrichissement illicite, les crimes associés à l'or et à la faune[14]. L'industrie minière aurifère au Burkina Faso est confrontée à une vulnérabilité et à des menaces considérables. Les pertes dans le secteur dues à la corruption et à la mauvaise gestion ont été estimées à un milliard de dollars américains, bien que le gouvernement ait récemment mis en place certains contrôles. Les statistiques montrent également que la fraude, l'extorsion et la contrefaçon de monnaie sont des infractions qui génèrent beaucoup d'argent.

Besoins en assistance technique

L'assistance technique doit cibler les mesures du plan d'action d'ICRG afin que le pays sorte du processus. Le pays a proposé les besoins immédiats ci-après :

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Source	État d'avancement
Renforcement des capacités - Atelier	Réalisation d'études de typologies dans le domaine de l'analyse stratégique de LBC/FT	CENTIF	Le personnel de la CENTIF est formé à la conduite de typologies et à l'analyse stratégique de LBC/FT.	Évaluation Nationale des Risques	Pas encore démarré

[13] https://www.fatf-gafi.org/content/fatf-gafi/en/publications/High-risk-and-other-monitored-jurisdictions/increased-monitoring-october-2024.html
[14] ENR page 14

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Source	État d'avancement
Équipements techniques et subventions/assistances financières	Fourniture du matériel de travail	Autorités chargées des enquêtes et des poursuites	Les autorités chargées des enquêtes et des poursuites ont reçu une formation spécialisée	Plan d'action d'ICRG	Pas encore démarré
Equipement technique et subventions/provisions financières	Formation spécialisée	Autorités chargées des enquêtes et des poursuites	Les autorités chargées des enquêtes et des poursuites sont équipées	Plan d'action d'ICRG	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Sensibiliser les assujettis et les Organismes et Autorités de Supervision (OAS) à leurs obligations de LBC/FT	EPNFD et leurs OAS	Les assujettis/EPNFD sont sensibilisées à leurs obligations de LBC/FT	Plan d'action d'ICRG	En cours
Renforcement des capacités – Apprentissage en ligne	Renforcement des capacités des membres du CIM-LBC/FT	Membres du CIM-LBC/FT	Les capacités des membres du CIM-LBC/FT sont renforcées dans le domaine de la LBC/FT	Évaluation nationale des risques	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Formation à la réalisation de l'évaluation des risques sur les actifs virtuels et les prestataires de services d'actifs virtuels (AV/PSAV) et sur le financement de la prolifération (FP)	Personnel de la CENTIF, membres du CIM LBC/FT	Personnel de la CENTIF et membres du CIM-LBC/FT formés aux outils de réalisation des évaluations des risques des AV/PSAV et de FP	Évaluation mutuelle	Pas encore démarré
Conseils et services d'experts	Conduite d'une évaluation des risques de BC/FT des AV/PSAV et réalisation d'une évaluation des risques de financement de la prolifération	Personnel de la CENTIF, membres du CIM LBC/FT	Rapports d'évaluation des risques disponibles	Évaluation mutuelle	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Forums	Formation intensive des acteurs nationaux sur les modalités de réalisation de	Personnel de la CENTIF, membres du CIM LBC/FT, représentants des	Capacités des acteurs nationaux dans la mise en œuvre l'EM renforcées	Évaluation mutuelle	Pas encore démarré

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Source	État d'avancement
	l'Évaluation Mutuelle	structures pertinentes			
Renforcement des capacités - Atelier	Formation d'un grand nombre de personnels afin de disposer d'un pool d'évaluateurs capables de réaliser des évaluations mutuelles	Personnel de la CENTIF, membres du CIM LBC/FT, représentants des structures pertinentes	Nombre de réviseurs	Évaluation mutuelle	Pas encore démarré
Conseil et services d'experts	Accompagnement dans le processus de sortie de la liste grise	Groupe de Travail d'ICRG du Burkina Faso	Le Burkina Faso est aidé dans son processus de sortie de la liste grise du GAFI		Pas encore démarré
–Conseil et services d'experts	Réalisation d'une évaluation des risques de BC/FT des AV/PSAV et réalisation d'une évaluation des risques de financement de la prolifération	Personnel de la CENTIF, members du CNCA-LBC/FT	Les rapports d'évaluation mutuelle sont disponibles		Pas encore démarré

Cabo Verde



Notes d'efficacité et de conformité technique

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
PC	**PC**	**C**	**C**	**LC**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
PC	**PC**	**PC**	**C**	**PC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
LC	**LC**	**LC**	**LC**	**PC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
PC	**PC**	**PC**	**PC**	**PC**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
LC	**PC**	**LC**	**LC**	**LC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**PC**	**PC**	**LC**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**PC**	**C**	**LC**	**LC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**C**	**LC**	**C**	**LC**

Aperçu

La République de Cabo Verde est un archipel composé de dix îles[15] d'origine volcanique, d'une superficie de 4 033 km2, situé au centre de l'océan Atlantique, à environ 570 km de la côte ouest de l'Afrique (Sénégal), avec une discontinuité territoriale clairement marquée et une population répartie sur un territoire ne disposant que de 10 % du potentiel agricole et de ressources minérales limitées. Malgré un climat aride et un terrain montagneux, le Cabo Verde s'est développé rapidement grâce à son industrie touristique. En plus d'encourager le tourisme, le gouvernement s'efforce de transformer le pays en un centre de commerce et de transport. L'économie cap-verdienne est principalement tournée vers le tourisme et les investissements

[15] Santiago, São Vicente, Santo Antão, Fogo, Sal, São Nicolau, Brava, Maio, Boa Vista et Santa Luzia.

étrangers. La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à deux milliards cinquante-neuf millions de dollars américains (2,59 milliards USD)[16].

L'évaluation mutuelle sur place de Cabo Verde s'est déroulée du 20 novembre au 17 décembre 2017. Depuis l'adoption de son rapport d'évaluation mutuelle en 2017, Cabo Verde n'a sollicité de réévaluation de la notation de la conformité technique pour aucune de ses Recommandations notées partiellement conformes ou non conformes. Bien que le Cabo Verde ait renforcé sa coordination inter-agences en matière de LBC/FT/FP, un appui accru en termes de ressources et de renforcement des capacités est attendu. La CRF est confrontée à un manque de personnel, ce qui limite la capacité de l'agence à tracer et à signaler les opérations suspectes. La dotation en personnel de la CRF est en cours et doit encore être finalisée. Un groupe interministériel a été formé en 2019 pour se focaliser sur quatre domaines d'amélioration : le cadre juridique, la formation, l'allocation des ressources et la documentation standardisée.

Risque national

Le Cabo Verde est confronté à un risque important de blanchiment d'argent provenant d'activités nationales et internationales. Sa situation stratégique et ses vastes voies maritimes, largement non surveillées, entre l'Amérique du Sud, le continent africain et l'Europe, le rendent vulnérable à d'éventuelles activités de blanchiment de capitaux de la part des criminels organisés. L'utilisation intensive de l'argent liquide dans l'économie, l'absence de plafonds aux opérations en espèces et la taille prépondérante de l'économie informelle au Cabo Verde entraînent le risque que de l'argent d'origine illicite soit introduit dans l'économie légale/formelle. L'exposition de Cabo Verde au risque de financement du terrorisme semble modérée.

Assistance technique

Le tableau ci-dessous présente les mesures en assistance technique ci-après comme des actions prioritaires pour améliorer la conformité de Cabo Verde aux normes du GAFI.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Mentorat	Domaine et capacité à travailler sur le dossier d'évaluation des risques, les pratiques de conformité, le contrôle interne et la lutte contre le blanchiment de capitaux.	Le Comité Exécutif (CE) sur la coordination de la LBC/FT/FP (CIM)	Approfondissement des connaissances techniques, directive, identification des risques, développement des capacités d'analyse, mise en œuvre des pratiques de conformité, formation aux outils de suivi, capacité à former et à sensibiliser les équipes.	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré

[16] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Services spécialisés et de consultance	Consultance pour l'évaluation nationale des risques dans les secteurs des EPNFD (métaux et pierres précieux, comptables et avocats, création et gestion de la liste des PPE, élaboration d'un système intégré de données et d'informations pour la recherche et les ONG).	Sectoriel / Entités qui composent le CIM		**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Développement des capacités - Atelier	Actifs virtuels, procédures, confiscation et recouvrement des biens, administration et conservation des biens saisis	Le Comité Exécutif (CE) sur la coordination de la LBC/FT/FP (CIM)	Approfondissement des connaissances techniques, directive, identification des risques, développement des capacités d'analyse, mise en œuvre des pratiques de conformité, formation aux outils de suivi, capacité à former et à sensibiliser les équipes.	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Forums	Formation à l'évaluation des risques des BMI, formation à la recherche financière, formation axée sur les risques pour tous les secteurs, formation	Le Comité Exécutif (CE) sur la coordination de la LBC/FT/FP (CIM)	Approfondissement des connaissances techniques, directive, identification des risques, développement des capacités d'analyse, mise en œuvre des pratiques de conformité, formation aux outils de suivi, capacité à	**Elevé**	**Typologies / Rapports de recherche**	Pas encore démarré

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
	spécialisée dans la collecte et le partage d'informations financières,		former et à sensibiliser les équipes.			
Équipements techniques et subventions/assistances financières	Appui à l'équipement technique pour renforcer le CIM	Le Comité Exécutif (CE) sur la coordination de la LBC/FT/FP (CIM)	Efficacité opérationnelle pour répondre aux requêtes de LBC/FT/FP	**Moyen**		Pas encore démarré
Assistance juridique pour les EM	Finaliser les changements initiés pour améliorer son cadre juridique et institutionnel	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Loi révisée de LBC/FT/FP	**Elevé**	Rapport d'Evaluation Mutuelle	En cours
Renforcement des capacités – Atelier	Élaborer un plan d'action à la suite d'une évaluation nationale des risques	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Plan d'action d'évaluation nationale des risques	**Elevé**	Rapport d'Evaluation Mutuelle	



Union des Comores

Notes d'efficacité et de conformité technique

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
PC	**PC**	**C**	**LC**	**C**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
PC	**PC**	**NC**	**C**	**PC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
C	**C**	**C**	**LC**	**NC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
LC	**PC**	**C**	**LC**	**C**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
C	**PC**	**LC**	**PC**	**LC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**LC**	**NC**	**PC**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**LC**	**LC**	**PC**	**PC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**LC**	**PC**	**LC**	**PC**

Aperçu

L'archipel des Comores est situé dans l'océan Indien, à l'entrée nord du canal du Mozambique, entre le nord-ouest de Madagascar et la côte est du continent africain. Il comprend quatre îles : La Grande Comore, qui abrite la capitale Moroni, Anjouan, Mayotte et Mohéli. L'Union des Comores est classée comme un pays à revenu moyen inférieur par la Banque Mondiale sur la base du revenu national brut (RNB) par habitant[17]. Son économie dépend fortement du monde extérieur et le pays exporte principalement de la vanille, des clous de girofle et l'ylang-ylang. La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à un milliards trois cent cinquante-deux millions de dollars américains (1,352 milliards USD)[18].

[17] https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519

[18] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

L'évaluation mutuelle sur place de l'Union des Comores s'est déroulée du 12 au 26 juillet 2023. L'Union des Comores est placé sous le régime de suivi renforcé et travaille sur les lacunes et les actions recommandées soulignées dans leur rapport d'évaluation mutuelle.

Risque national

L'Union des Comores dispose d'un document d'évaluation nationale des risques qui identifie les principales infractions sous-jacentes du BC relatives à la fraude, à la corruption, au trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, à la contrefaçon de monnaie et à la fraude fiscale ou bancaire. D'autres menaces ont été identifiées comme émergentes, à savoir le trafic d'or et le trafic de migrants. La fraude, principale infraction aux Comores, prend plusieurs formes, notamment la vente illégale de biens fonciers, le trafic de visas et la falsification de documents. De nouvelles formes de fraude sont également apparues aux Comores, comme la pyramide de Ponzi et l'escroquerie à l'or qui implique la vente de bijoux fantaisie aux clients, mais aussi le nantissement de faux or aux institutions de microfinance qui ont mis en place ce type de produit/service financier innovant. Le trafic de drogue dans l'Union des Comores est basé sur le transport et la vente de cannabis en provenance de Tanzanie et de Madagascar, bien qu'il y ait une petite production locale. Des drogues dures telles que l'héroïne et la cocaïne sont également importées frauduleusement de Tanzanie et de Madagascar par voie maritime. Le territoire comorien est davantage utilisé comme voie de transit vers les pays étrangers. La traite des êtres humains est également un sujet de préoccupation.

Besoins en assistance technique

L'Union des Comores compte renforcer son dispositif de LBC/FT/FP par la mise en œuvre des mesures ciblant les domaines prioritaires de son rapport d'évaluation mutuelle et de son évaluation nationale des risques. L'accent mis sur l'assistance juridique et le transfert des bonnes pratiques des experts permettront d'améliorer la conformité technique et les sollicitations de réévaluation de la notation dans les rapports de suivi de l'évaluation mutuelle.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type – Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Développement des capacités - Atelier	Enquêtes financières et recouvrement des biens	SRF- Autorités chargées des enquêtes et des poursuites	Les agents du SRF sont formés aux enquêtes financières et au recouvrement de biens criminels.	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Assistance juridique pour les EM	Élaboration de lignes directrices pour la mise en œuvre des obligations LBC/FT dans les EPNFD à risque élevé/moyen de BC.	Les EPNFD	Les lignes directrices pour la mise en œuvre des obligations de LBC/FT dans les EPNFD à risque élevé/moyennement élevé de BC sont élaborées.	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type – Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Équipements techniques et subventions/assistances financières	Matériel informatique et outils pour le traitement des DOS	SRF	Doter le SRF d'équipements informatiques et d'outils de traitement des DOS afin d'améliorer les résultats escomptés	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Services d'experts et de consultance	Mise en œuvre d'une supervision basée sur le risque dans les secteurs à risque élevé/moyen de blanchiment de capitaux.	Autorité de supervision et de contrôle	Suivi fondé sur les risques mis en œuvre par les autorités de supervision et de contrôle	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Services d'experts et de consultance	Procéder à l'évaluation nationale des risques relative aux sociétés, aux OBNL et au financement de la prolifération	Le financement de la prolifération, les OBNL et les entités juridiques sont évalués.	Les risques relatifs aux secteurs des OBNL, des sociétés et du financement de la prolifération sont évalués	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré

Côte d'Ivoire



Notes d'efficacité et de conformité technique[19]

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Modéré	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Modéré	**Modéré**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
PC	**PC**	**LC**	**PC**	**PC**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
NC	**NC**	**NC**	**LC**	**LC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
PC	**LC**	**LC**	**PC**	**NC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
LC	**NC**	**C**	**LC**	**C**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
LC	**LC**	**LC**	**PC**	**NC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**PC**	**NC**	**LC**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
LC	**PC**	**PC**	**PC**	**PC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
PC	**LC**	**PC**	**LC**	**PC**

Aperçu

La Côte d'Ivoire partage ses frontières terrestres avec le Mali (532 km), le Burkina Faso (584 km), le Ghana (668 km), le Liberia (716 km) et la Guinée (610 km). D'une superficie de 322 462 km2, la côte du pays s'étend sur environ 500 km le long de l'océan Atlantique. Le port d'Abidjan, le plus grand d'Afrique de l'Ouest, constitue une plate-forme commerciale majeure pour la Côte d'Ivoire et de nombreux autres pays de la région. La capitale politique et administrative du pays est Yamoussoukro. Toutefois, la quasi-totalité des institutions sont basées à Abidjan, le principal centre économique du pays. La Côte d'Ivoire est un pays à

[19] Mises à jour en mai 2024.

revenu intermédiaire inférieur. La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à soixante-dix-huit milliards sept cent quatre-vingt-neuf millions de dollars américains (78,789 milliards USD)[20].

L'évaluation mutuelle sur place de la Côte d'Ivoire s'est déroulée du 06 au 24 juin 2022. A la Plénière du GAFI d'octobre 2024, la Côte d'Ivoire a été placée sous surveillance accrue (ICRG). Elle a commencé à travailler activement avec le GAFI pour corriger les lacunes stratégiques de ses dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération. Les progrès réalisés par la Côte d'Ivoire comprennent le renforcement du cadre juridique de LBC/FT grâce à plusieurs modifications législatives et réglementaires importantes, la mise à jour de l'analyse du BC/FT par la rédaction de rapports de typologies sur les infractions sous-jacentes les plus à risque, le renforcement des ressources humaines et techniques de la CENTIF et du parquet, et l'opérationnalisation de l'agence chargée de la gestion des biens saisis et confisqués. Le plan d'action de la Côte d'Ivoire vise à (1) renforcer le recours à la coopération internationale dans les enquêtes et les poursuites BC/FT ; (2) renforcer la mise en œuvre d'une supervision fondée sur le risque des institutions financières et des entreprises et professions non financières désignées et mener des campagnes de sensibilisation pour améliorer la conformité ; (3) améliorer la vérification et l'accès aux informations de base et aux informations sur les bénéficiaires effectifs des personnes morales et appliquer des sanctions en cas de manquement ; (4) renforcer l'utilisation des renseignements financiers par les autorités chargées des enquêtes et poursuites pénales et améliorer la diffusion par la CENTIF ; (5) démontrer un accroissement soutenu du nombre d'enquêtes et de poursuites des différents types de BC/FT, conformément au profil de risque du pays ; et (6) renforcer le cadre des sanctions financières ciblées.[21]

Risque national

La position géographique de la Côte d'Ivoire, son importance dans l'économie régionale et son secteur financier développé et ouvert l'exposent aux risques de BC/FT. Le pays partage d'importants flux commerciaux et financiers transfrontaliers avec ses partenaires régionaux, ainsi qu'avec les centres financiers internationaux d'Europe et d'Asie. Elle sert de centre financier pour la zone UEMOA, principalement en raison de l'importance de ses secteurs bancaire et financier. Les risques de BC/FT sont accentués par la libre circulation des personnes et des biens dans la zone UEMOA. Par ailleurs, plusieurs infractions sous-jacentes identifiées en Côte d'Ivoire, notamment la corruption, les crimes contre l'environnement, le trafic de stupéfiants, la contrefaçon, le trafic de produits pharmaceutiques et même les escroqueries et les fraudes en ligne, ont une dimension internationale. Les crimes contre l'environnement comprennent principalement l'extraction illégale d'or, l'exploitation de forêts protégées et le trafic d'espèces sauvages protégées. Outre la production et la consommation locales de cannabis et de méthamphétamines, la Côte d'Ivoire est également devenue un important pays de transit pour le trafic transnational de stupéfiants, particulièrement de cocaïne. Une part importante des produits criminels relatifs à ces infractions semble blanchie en Côte d'Ivoire. La fraude et l'escroquerie prennent différentes formes : fraude fiscale, fraude douanière, fraude documentaire, fraude à l'assurance, fraude à l'identité, falsification et utilisation de faux documents et, notamment, cybercriminalité.

La Côte d'Ivoire est confrontée à une menace terroriste croissante. Des groupes terroristes tels que le Front de libération du Macina, affilié au Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM), l'État Islamique, ou encore la Province de l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), active au Mali et au Burkina Faso, font des

[20] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.
[21] https://www.fatf-gafi.org/content/fatf-gafi/en/publications/High-risk-and-other-monitored-jurisdictions/increased-monitoring-october-2024.html

incursions régulières en Côte d'Ivoire et ont démontré leur capacité à exploiter l'économie, notamment informelle, dans ces régions frontalières. Ces tendances s'ajoutent à d'autres menaces relatives aux liens possibles entre le FT, d'une part, et certaines infractions sous-jacentes, notamment le trafic de drogue et l'extraction illégale d'or, d'autre part.

Besoins en assistance technique

La Côte d'Ivoire a soumis son premier RdS en mai 2024 et a réalisé des progrès significatifs dans la correction des lacunes de conformité technique identifiés dans les Recommandations 10, 11, 12, 16, 18, 19, 20, 22 et 23, seules des lacunes mineures subsistant. La Côte d'Ivoire a été renotée Conforme pour les Recommandations 11, 18 et 20 et LC pour les Recommandations 10, 12, 16, 19, 22 et 23.

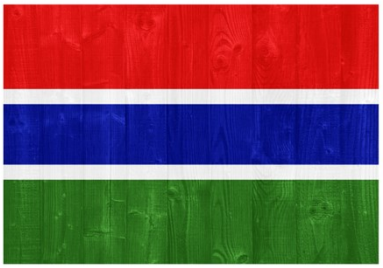
Le tableau ci-dessous présente les mesures en assistance technique ci-après comme actions prioritaires pour améliorer la conformité de la Côte d'Ivoire aux normes du GAFI.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Développement des capacités - Sensibilisation	Élaborer et diffuser auprès des IF et des EPNFD des typologies pertinentes et, indicateurs et alertes de risque pertinents et ciblés, ainsi que des techniques de LBC/FT/FP.	IF et EPFND	Mise en œuvre effective de l'approche fondée sur les risques pour les institutions financières et les EPFND	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Evaluation des risques	Procéder à une évaluation sectorielle des risques encourus par les agents et promoteurs immobiliers, les prestataires de services aux sociétés et aux trusts, les représentants légaux et les agents d'affaires.	Les EPNFD	Rapport d'évaluation sectorielle des risques	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Politique et lignes directrices	Élaborer des lignes directrices pour les DOS	La CRF	Renforcement des capacités et amélioration de l'analyse des DOS	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Politique et lignes directrices et élaboration du	Élaborer des lignes directrices sur les obligations des IF et	IF et EPFND	Améliorer la conformité aux exigences de LBC/FT	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
renforcement des capacités - Atelier	EPNFD en matière de LBC/FT et organiser des ateliers de formation et de sensibilisation à leur intention.		par les entités déclarantes			démarré
Politique et lignes directrices et élaboration du renforcement des capacités - Atelier	Organiser des conférences de procureurs sur la politique pénale globale de LBC/FT et élaborer des manuels de procédures de contrôle et des lignes directrices à l'intention des EPNFD.	Personnel judiciaire	Efficacité accrue dans la poursuite des activités de BC/FT et procédure d'orientation pour améliorer l'efficacité	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Politique et lignes directrices	Élaborer des lignes directrices sur les obligations des assujettis à l'égard des PPE et des UBP des personnes morales et des constructions juridiques.	Entités de supervision et de déclaration	Transparence accrue des bénéficiaires effectifs	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Développement des capacités – Atelier	Former les membres de la Commission nationale des sanctions et les autorités de supervision des EPNFD qui n'ont pas d'organisme d'autorégulation, les cambistes manuels, les petits SFD et les OBNL.	Commission nationale des sanctions, EPNFD, OBNL, Bureau de Change	Amélioration de la mise en œuvre de la RCSNU 1267 et renforcement de la supervision des OBNL à risque élevé	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Développement des capacités – Atelier	Former les magistrats du parquet économique et financier et de la cellule spéciale d'investigations et de lutte contre le terrorisme (CSEILT) à l'entraide mutuelle en matière pénale, à	CSEILT	Améliorer la collaboration, les enquêtes et les poursuites en matière de criminalité financière parallèle et la coopération en matière d'entraide judiciaire	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
	la coopération internationale formelle et informelle et à la séparation des affaires afin de mener une enquête financière parallèle sur des questions internationales et de FT.					
Équipements techniques et subventions/assistances financières	Equiper la CENTIF du logiciel GoAML .	CENTIF	Améliorer l'analyse des DOS grâce à la collecte, à l'analyse et à l'échange de données	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré

Gambie



Notes d'efficacité et de conformité technique

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Modéré**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
LC	**LC**	**PC**	**LC**	**PC**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
NC	**NC**	**PC**	**C**	**PC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
C	**PC**	**C**	**PC**	**NC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
LC	**PC**	**LC**	**PC**	**C**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
C	**PC**	**LC**	**PC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
LC	**LC**	**PC**	**LC**	**LC**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
LC	**LC**	**LC**	**PC**	**PC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**LC**	**PC**	**LC**	**LC**

Aperçu

La République de Gambie est située dans la région ouest-africaine, avec une superficie de 10 689 kilomètres carrés[22]. C'est le plus petit pays d'Afrique continentale. Elle est limitée à l'est, au nord et au sud par la République du Sénégal et à l'ouest par l'océan Atlantique. Sa capitale est Banjul. Les principaux moteurs de l'économie gambienne sont le tourisme, l'agriculture et les envois de fonds des expatriés. La Gambie est l'un

[22] Bureau des statistiques, des enquêtes démographiques et sanitaires de la Gambie, 2013 https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR289/FR289.pdf

des pays les moins développés au monde sur le plan des infrastructures [23] et c'est un État à faible revenu[24]. La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à deux milliards trois cent quarante millions de dollars américains (2,352 milliards USD)[25].

L'évaluation mutuelle sur place de la Gambie s'est déroulée du 23 août au 03 septembre 2021.

Risque national

L'ENR de la Gambie indique que les principales infractions sous-jacentes génératrices de produits dans le pays sont la fraude, le trafic de stupéfiants, le vol, les pots-de-vin et la corruption, la contrefaçon de monnaie, la traite des personnes, la falsification, le trafic de migrants, les crimes contre l'environnement et l'exploitation sexuelle. L'ENR de la Gambie décrit le trafic transfrontalier de stupéfiants (trafic de drogue) comme la principale menace externe.

Le trafic de stupéfiants est la forme la plus répandue pour générer d'importants volumes de revenus criminels et, grâce à la position géographique du pays, il constitue une voie de transit attrayante et d'entreposage pour les drogues illicites (cocaïne) en provenance d'Amérique du Sud et à destination de l'Europe et d'autres points. Plusieurs saisies de drogues ont été réalisées au cours de la dernière décennie en Gambie et plusieurs condamnations ont été prononcées. Les pots-de-vin et la corruption génèrent également des revenus importants.

La Gambie n'a enregistré aucune attaque terroriste, et aucun groupe terroriste ou individu terroriste n'opère dans le pays. Bien qu'il n'y ait aucune preuve que les OBNL en Gambie soient utilisées de manière abusive aux fins de FT, les OBNL reçoivent des dons de sources opérant dans des pays représentant des menaces actives de terrorisme. Parmi les autres facteurs qui accroissent la vulnérabilité du pays face au FT, citons la porosité de ses frontières, avec des cas de citoyens résidant à l'extérieur du pays impliqués dans des activités terroristes. La faible capacité des autorités compétentes à suivre et à enquêter sur les cas de FT constitue également une vulnérabilité. Le risque de financement de la prolifération n'a pas été évalué au moment de la rédaction du présent rapport.

Besoins en assistance technique

La Gambie a soumis son deuxième RdS renforcé en mai 2024 et a fait des progrès significatifs dans la correction des lacunes techniques identifiées dans les Recommandations 1, 13, 16 et 34. Les Recommandations 1, 13 et 34 ont été notées partiellement conformes et la Recommandation 16 non conforme. La Gambie a été réévaluée Conforme sur la Recommandation 13 et LC sur les Recommandations 1 et 1 6. La Recommandation 34 a été maintenue à partiellement conforme.

A la lumière du risque important mentionné de la Gambie, l'accélération de la conformité technique et de l'efficacité de la Gambie nécessite une approche multiforme comprenant les éléments suivants : La délivrance d'une assistance technique devrait amener le pays à solliciter une réévaluation de la notation de sa conformité technique :

[23] https://www.un.org/development/desa/dpad/least-developed-country-category/ldcs-at-a-glance.html
[24] https://data.worldbank.org/country/XM
[25] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Développement des capacités - Atelier	Renforcement des capacités en matière de supervision basée sur le risque	Trois (03) membres du personnel de la CRF et trois (03) membres du personnel de la Banque Centrale de Gambie	Mise en œuvre effective de l'approche fondée sur les risques pour les institutions financières et les EPFND	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Services d'experts et de consultance	Services de consultance pour l'élaboration ou la modification de la loi sur les bénéficiaires effectifs	Registre des sociétés	Adoption et mise en œuvre d'un régime multiforme de bénéficiaires effectifs	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Développement des capacités - Atelier	Renforcement des capacités en matière d'analyse opérationnelle et stratégique	Personnel de la CRF - Sept (07) en analyses tactiques et deux (02) en analyses stratégiques	Amélioration de la capacité à faire face aux nouvelles menaces de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération grâce à une expertise d'analyse et à une compréhension actualisées.	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Équipements techniques et subventions/assistances financières	Assistance technique pour le développement d'un mécanisme automatisé ou d'une plateforme de diffusion des mises à jour de la liste consolidée des Nations Unies	Entités déclarantes	Mise en œuvre sans délai de sanctions financières ciblées relatives au FT	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Développement des capacités - Atelier	Renforcement des capacités en matière d'enquêtes financières parallèles	Trois (03) enquêteurs de la police gambienne et trois (03) de l'Agence de lutte anti-drogue de la Gambie.	Efficacité accrue dans les enquêtes sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Développement des capacités - Atelier	Renforcement des capacités dans les poursuites et condamnations de blanchiment de capitaux et de	Quatre (04) procureurs et trois (03) juges de la Cour Suprême	Efficacité accrue dans les enquêtes sur les infractions de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
	financement du terrorisme					
Équipements techniques et subventions/assistances financières	Assistance financière à la CRF pour l'abonnement aux bases de données commerciales pertinentes	CRF de la Gambie	Amélioration de la capacité à conduire une analyse exhaustive	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Équipements techniques et subventions/assistances financières	Assistance technique à la CRF pour élaborer et mettre en œuvre des systèmes avancés de gestion et d'analyse des données	CRF de la Gambie	Gestion des données et des capacités d'analyse améliorée	**Elevé**	Évaluation mutuelle	Pas encore démarré
Equipement technique et subventions/provisions financières	Assistance financière pour s'abonner annuellement à la plateforme goAML (abonnement annuel de 40 000 USD).	CRF Gambie	Canal fluide et sécurisé d'échange d'informations entre la CRF, les entités déclarantes et les agences de répression criminelle	**Elevé**	Évaluation mutuelle	Pas encore démarré
Renforcement des capacités	Renforcement des capacités sur les risques émergents de BC/FT/FP tels que les actifs virtuels	CRF Gambie, Banque Centrale de Gambie, Ministère de l'Economie Numérique des Communications	Capacité accrue pour prendre en charge les risques émergents de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération relatifs à l'utilisation abusive d'actifs virtuels et de prestataires de services d'actifs virtuels.	**Elevé**	Évaluation mutuelle	Pas encore démarré
Conseil et services d'experts	Conduite d'une étude de typologies sur le blanchiment de capitaux basé sur le commerce en Gambie	Parties prenantes de la LBC/FT/FP de la Gambie	Une compréhension renforcée des risques de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération relatifs aux stratagèmes de blanchiment de capitaux basé sur le commerce.	**Elevé**	Évaluation mutuelle	Pas encore démarré

Ghana



Notes d'efficacité et de conformité technique[26]

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Modéré	**Significatif**	**Modéré**	**Faible**	**Faible**	**Modéré**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Modéré	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
LC	**LC**	**C**	**LC**	**LC**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
LC	**LC**	**PC**	**C**	**LC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
C	**C**	**C**	**C**	**PC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
LC	**LC**	**LC**	**C**	**C**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
LC	**LC**	**LC**	**LC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
LC	**LC**	**PC**	**C**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**LC**	**LC**	**LC**	**C**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
C	**LC**	**LC**	**PC**	**LC**

Aperçu

La République du Ghana couvre une superficie de 239 460 kilomètres carrés et est frontalière avec le Togo (à l'est), la Côte d'Ivoire (à l'ouest), le Burkina Faso (au nord) et l'océan Atlantique (au sud). Sa capitale est Accra. L'économie du Ghana a connu une croissance constante, la Banque Mondiale estimant le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à soixante-seize milliards trois cent soixante-dix millions de dollars américains (76,370 milliards USD)[27].

[26] Mises à jour en mai 2024.
[27] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

L'évaluation mutuelle sur place du Ghana s'est déroulée du 19 septembre au 04 octobre 2019. Le Ghana est entré dans le processus d'ICRG en 2018 et en est sorti en juin 2021. Le Ghana a continué à prendre des engagements de haut niveau pour renforcer l'efficacité de son dispositif de LBC/FT. Le Ghana a réalisé les réformes clés ci-après, incluant (1) l'élaboration d'une politique nationale exhaustive de LBC/FT basée sur les risques identifiés dans l'évaluation nationale des risques ; (2) l'élaboration des mesures pour atténuer les risques de BC/FT associés aux personnes morales et le renforcement de la supervision fondée sur les risques ; et (3) la mise en place de l'accès en temps opportun à des informations adéquates, exactes et à jour sur les bénéficiaires effectifs ; (4) la focalisation des activités de la CRF sur les risques identifiés dans l'évaluation nationale des risques ; et (5) l'application d'une approche fondée sur les risques pour le suivi des organismes à but non lucratif. Le Ghana a déployé des efforts considérables pour allouer des fonds à la lutte contre le blanchiment de capitaux. Sa législation comporte des obligations exhaustives de devoir de vigilance à l'égard de la clientèle (DVC) et des DOS, une vigilance renforcée à l'égard des personnes politiquement exposées (PPE) et la couverture des personnes morales.

Risque national

Le Ghana a lancé le processus de sa deuxième évaluation nationale des risques en février 2024. Sa précédente ENR en 2016, a noté que l'économie du pays est principalement basée sur l'argent liquide, avec un secteur informel important et des frontières terrestres poreuses, augmentant son profil de risque. Le risque de blanchiment de capitaux dû à la corruption, à l'exploitation minière illégale, au trafic de stupéfiants et au risque relatif aux organisations terroristes des pays voisins reste élevé. Les autres domaines de blanchiment au Ghana comprennent la fraude (arnaques amoureuses et à l'investissement), le vol, l'évasion fiscale, le blanchiment de capitaux basé sur le commerce, le trafic d'êtres humains, le trafic de migrants, le trafic d'armes, la contrefaçon de monnaie, la contrefaçon et le piratage de produits, le crime environnemental et la falsification.

Les entreprises et professions non financières désignées (EPNFD) restent vulnérables en raison de l'absence d'application de mesures de LBC/FT et de l'inefficacité de la conformité aux exigences de DVC. Le Ghana est en train de finaliser les lignes directrices sectorielles de LBC/FT et de remédier à l'absence d'identification et de suivi efficaces des PPE et de leurs associés. Le gouvernement ghanéen devra commencer à atténuer les risques relatifs aux actifs virtuels et aux paris sportifs et à l'international en ligne.

Besoins en assistance technique

La coopération et la coordination interagences entre les organismes de réglementation, les agences chargées des enquêtes et poursuites pénales et le secteur privé se sont améliorées, mais une assistance supplémentaire sera nécessaire pour renforcer et développer les capacités des enquêteurs sur les crimes financiers et la confiscation des biens, améliorer la collecte des statistiques et le stockage des bases de données, et sanctionner les institutions qui ne prennent pas les mesures exigées par la loi de LBC/FT du Ghana.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Développement des capacités - Atelier	Organiser un atelier pour les AEPP sur le transport transfrontalier de devises, le BC basé sur le commerce, le FT et FP.	Les AEPP [Police du Ghana (GPS), le Bureau des Affaires Economiques et du Crime Organisé (EOCO), l'Autorité chargée des affaires fiscales (GRA) - la Division des Douanes, le Service de l'Immigration du Ghana (GIS), la Commision Anti-Drogues (NACOC), le Parquet Spécial (OSP), le Secrétariat du Conseil National de Sécurité (NSCS)], la Banque du Ghana.	Les AEPP seront dotées des compétences et des connaissances nécessaires pour lutter contre le transport transfrontalier d'espèces et ses questions connexes. Cela renforcera la collaboration efficace entre les parties prenantes pertinentes.	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Développement des capacités - Atelier	Enquêtes et poursuites de blanchiment de capitaux/financement du terrorisme (incluant les enquêtes sur les actifs virtuels/les crypto-monnaies).	AEPP, Procureur Général (PG), pouvoir judiciaire, analystes de la CRF	Les AEPP, le pouvoir judiciaire et les analystes de la CRF disposeront des compétences et des connaissances nécessaires pour conduire des enquêtes financières.	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Services d'experts et de consultance	Créer une base de données pour la liste des sanctions nationales pour le Ghana	Institutions assujetties/entités déclarantes, organismes de réglementation et autres parties prenantes pertinentes	Assurer la mise en œuvre effective des mesures de DVC et de l'obligation des sanctions financières ciblées (SFC).	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré

Services d'experts et de consultance	Création d'une base de données de la liste des PPE	Institutions assujetties/entités déclarantes, organismes de réglementation et autres parties prenantes pertinentes	Assurer l'efficacité des mesures de DVC.	**Moyen**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré

Guinée



Notes d'efficacité et de conformité technique

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
PC	**PC**	**C**	**C**	**C**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
PC	**PC**	**NC**	**C**	**LC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
C	**PC**	**C**	**PC**	**PC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
LC	**LC**	**LC**	**PC**	**C**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
C	**LC**	**LC**	**PC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
LC	**C**	**PC**	**LC**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**LC**	**PC**	**PC**	**LC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
C	**LC**	**LC**	**LC**	**LC**

Aperçu

La Guinée est située au sud-ouest de l'Afrique de l'Ouest et couvre une superficie de 245 857 km². Elle est bordée à l'ouest par l'océan Atlantique, au sud par la Sierra Léone et le Libéria, à l'est par la Côte d'Ivoire et le Mali, et au nord par la Guinée-Bissau, le Sénégal et le Mali. La Guinée dispose de nombreux atouts naturels, notamment un important potentiel hydrologique (le « château d'eau » de l'Afrique), agricole, et un sous-sol très riche en minerais[28]. Toutefois, son économie reste relativement peu diversifiée et structurellement vulnérable. Malgré lesdits atouts, les indicateurs socio-économiques de la Guinée restent

[28] Bauxite : 1ères réserves mondiales avec 25% du total et 2ème producteur mondial après l'Australie), 3 milliards de tonnes de réserves de fer, 700 tonnes d'or et 30 à 40 millions de tonnes de carats de réserves prouvées de diamants.

faibles, la Banque Mondiale estimant le Produit Intérieur Brut (PIB) du pays en 2023 à vingt-trois milliards six cent douze millions de dollars américains (23,612 milliards USD)[29]. La Guinée se situe au bas du classement de l'indice de développement humain (IDH), occupant le 181e rang sur 193 pays en 2022[30].

L'évaluation mutuelle sur place de la Guinée s'est déroulée du 20 mars au 05 avril 2023. Depuis l'adoption du rapport d'évaluation mutuelle de la Guinée, le pays n'a pas sollicité de réévaluation de notes pour améliorer sa conformité technique.

Risque national

La Guinée est confrontée à un risque élevé de BC/FT/FP, en raison des infractions sous-jacentes suivantes : génération de produits illicites, corruption (notamment détournement de fonds publics), contrefaçon, fraude, trafic de drogue, crime environnemental, évasion fiscale, contrebande de marchandises, piratage informatique, trafic de produits contrefaits et périmés, trafic d'êtres humains et de migrants et trafic d'armes à feu. La Guinée est confrontée à des défis similaires en raison de la porosité de ses frontières, de la prédominance de l'économie informelle et de la forte utilisation de l'argent liquide pour la plupart des acquisitions, y compris l'immobilier, le foncier, les métaux et pierres précieux, les transports, le commerce de voitures d'occasion et les établissements de jeux de hasard. La transparence et la traçabilité des fonds sont difficiles à assurer en raison de la forte dépendance à l'argent liquide et à d'autres méthodes alternatives de paiement (par exemple, les Hawala), de la faible inclusion financière et du nombre élevé de citoyens sans papiers.

Le financement du terrorisme représente un risque élevé pour la Guinée en raison de la porosité de ses frontières et du fait que le pays partage ses frontières avec des pays qui ont déjà subi des attaques terroristes. Bien que la Guinée n'ait jamais connu d'attaques terroristes, la probabilité de la présence de financement de terrorisme ou d'organisations terroristes dans le pays est probable en raison de l'absence d'application d'une approche fondée sur le risque des OBNL, des entités, individus ou groupes d'individus menant des activités destinées à financer des terroristes basés dans des pays ayant connu des actes terroristes et du manque de compréhension du concept de FT par les autorités compétentes.

Besoins en assistance technique

Les autorités compétentes de la Guinée ont besoin d'une assistance technique importante pour renforcer leur compréhension et mettre en œuvre une approche fondée sur les risques dans l'ensemble de leur dispositif. Les éléments d'assistance technique suivants, fournis par le pays, montrent les aspects prioritaires qui renforceront et influenceront son dispositif de LBC/FT/PF pour qu'il soit plus robuste. La délivrance de l'AT devrait amener le pays à solliciter une réévaluation de la notation de sa conformité technique :

[29] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

[30] L'IDH est une mesure synthétique permettant d'évaluer les réalisations moyennes dans trois domaines fondamentaux du développement humain: une vie longue et saine, l'accès au savoir et un niveau de vie décent.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Renforcement des capacités - Atelier	Diffuser les résultats du REM aux différentes parties prenantes.	Tous les acteurs du dispositif national	Ateliers - Réunion	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	En cours
Conseils et services d'experts	Élaboration d'un manuel de supervision des EPNFD	CENTIF	Consultance et expertise	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	En cours
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Former les responsables de conformité des banques à l'amélioration de la qualité des DOS	Institutions financières - Émetteurs de monnaie électronique	Formation	**Moyen**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Former les analystes de la CENTIF aux techniques d'analyse financière	CENTIF	Formation	**Moyen**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	En cours
Renforcement des capacités - Atelier	Former les autorités de supervision de la CENTIF à la supervision basée sur le risque	CENTIF	Formation	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Diffuser la loi LBC/FT et d'autres textes pertinents aux parties prenantes nationales.	Tous les acteurs du dispositif national	Sensibilisation	**Moyen**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	En cours

Guinée-Bissau



Notes d'efficacité et de conformité technique

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
PC	**PC**	**PC**	**LC**	**PC**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
PC	**PC**	**NC**	**C**	**PC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
LC	**PC**	**LC**	**PC**	**NC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
PC	**LC**	**LC**	**PC**	**PC**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
C	**PC**	**PC**	**PC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**C**	**NC**	**LC**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**PC**	**PC**	**PC**	**LC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**PC**	**LC**	**LC**	**LC**

Aperçu

La Guinée-Bissau est située sur la côte ouest-africaine. Le pays est limité par le Sénégal au nord, la Guinée au sud et à l'est, et l'océan Atlantique à l'ouest. Sa capitale est Bissau. La Guinée-Bissau est un pays à faible revenu[31]. C'est l'un des pays les plus pauvres du monde[32]. Le pays comprend une zone continentale et l'archipel des « Bijagos » constitué d'environ 100 îles et îlots, dont seulement 17 sont habités.[33] La Banque

[31] https://data.worldbank.org/country/XM
[32] https://www.worldbank.org/en/country/guineabissau/overview
[33] Plan national intégré (PNI), 2021-2027

Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à un milliards neuf cent soixante-six millions de dollars américains (1,966 milliards USD)[34].

L'évaluation mutuelle de la Guinée Bissau a été réalisée du 18 janvier au 05 février 2021. Depuis l'adoption du rapport d'évaluation mutuelle de la Guinée-Bissau, le pays n'a pas sollicité de réévaluation de notation pour améliorer sa conformité technique.

Risque national

La Guinée-Bissau est confrontée à des risques importants et est vulnérable au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme en raison d'un faible financement et d'une capacité institutionnelle minimale, d'une capacité opérationnelle au sein des AEPP et du judiciaire, de la porosité des frontières, d'une faible supervision réglementaire du secteur financier et de la présence de groupes criminels transnationaux organisés (CTO).

Bien que la Guinée-Bissau dispose d'un cadre réglementaire exhaustif de LBC/FT, sa mise en œuvre est minimale en raison de contraintes financières, de l'autonomie et de l'indépendance des institutions chargées de la mise en œuvre de la LBC/FT, et d'un manque de formation en matière d'enquête et de poursuite des infractions financières complexes. L'économie est essentiellement basée sur l'argent liquide et l'inclusion financière reste très faible au sein de la population.

La Guinée-Bissau n'a pas connu d'attaques terroristes, mais il y a eu des incidents au cours desquels des cellules dormantes et la radicalisation de citoyens ont été découvertes et ont eu lieu en Guinée-Bissau. Il existe également de nombreuses EPNFD non agréés et les OBNL ne sont pas supervisés.

La Guinée-Bissau est vulnérable à la corruption, aux détournements de fonds et à la faible gouvernance, y compris à la fraude et à l'évasion fiscales. L'absence d'intervention gouvernementale dans le domaine du BC/FT a permis aux groupes du CTO de profiter de la porosité des frontières, de l'importance de l'économie informelle et de la faiblesse des contrôles de sécurité internes pour commettre les infractions sous-jacentes (trafic de stupéfiants, trafic de migrants et d'êtres humains, crimes contre l'environnement). Le pays ne dispose pas d'équipements technologiques et de ressources suffisants pour contrôler de manière adéquate les passagers, les bagages et le fret transitant par l'aéroport. Les conteneurs maritimes accostent et quittent régulièrement le pays sans avoir fait l'objet d'une inspection en bonne et due forme.

Besoins en assistance technique

La Guinée-Bissau a besoin d'une assistance technique sur mesure qui réponde à la réalité du pays. Le pays devra surmonter les difficultés relatives à l'insuffisance du financement des institutions publiques dans l'ensemble du gouvernement, à la faiblesse des institutions et à l'absence de coopération mutuelle entre les organismes de répression et leurs homologues internationaux. Le pays doit réviser sa loi afin de permettre des condamnations parallèles pour BC/FT et de confisquer les produits illicites sans condamnation pénale. La délivrance de l'AT devrait amener le pays à solliciter une réévaluation de la notation de sa conformité technique :

[34] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
CENTIF						
Mentorat	Améliorer les résultats des procédures judiciaires découlant des dossiers transmis par la CENTIF aux autorités judiciaires	Ministère public/parquet	Traitement et rapidité des procédures judiciaires	Elevé		Pas encore démarré
Équipements techniques et subventions/assistances financières	Faciliter, améliorer et accélérer le travail, à savoir la conservation et le traitement des données, le partage sécurisé des données et des informations.	CENTIF	Augmentation du flux de travail	Elevé		Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Renforcer la capacité d'analyse stratégique	CENTIF	Découverte de nouvelles typologies	Moyen		
Répression criminelle						
Renforcement des capacités - Atelier	Améliorer les résultats des procédures judiciaires découlant des dossiers transmis par la CENTIF aux autorités judiciaires	Agence d'enquête	Traitement et rapidité des procédures judiciaires	Elevé		Pas encore démarré
Mentorat	Améliorer les résultats des procédures judiciaires découlant des dossiers transmis par la CENTIF aux autorités judiciaires	Agence d'enquête	Traitement et rapidité des procédures judiciaires	Elevé		Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Renforcer la capacité à exploiter les résultats des analyses de la CENTIF	Agence d'enquête	Capacité d'enquête	Elevé		
Judiciaire						
Renforcement des capacités - Atelier	Améliorer les résultats des procédures judiciaires découlant des dossiers transmis par la CENTIF aux autorités judiciaires	Judiciaire	Traitement et rapidité des procédures judiciaires	Elevé		Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Améliorer la capacité à exploiter les résultats de l'analyse stratégique	Judiciaire	Capacité d'enquête	Elevé		Pas encore démarré
Supervision						
Renforcement des capacités - Atelier	Capacité de supervision fondée sur le risque	Autorités de réglementation et de supervision	Renforcer la capacité de supervision	Elevé		Pas encore démarré
Mentorat	Echange d'expériences sur les bonnes pratiques en matière de supervision des activités économiques et d'assurance	Autorités de réglementation et de supervision	Améliorer l'activité de contrôle en fonction du risque	Moyen		Pas encore démarré
Institutions financières						
Renforcement des capacités - Atelier	Renforcement des capacités dans la mise en œuvre des mesures préventives	Institutions financières	Accroissement du nombre et amélioration de la qualité des DOS	Elevé		Pas encore démarré

EPNFD						
Renforcement des capacités - Atelier	Connaissance renforcée des mesures préventives de LBC/FT/FP	EPNFD	Début de la communication des DOS	Elevé		Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Sensibilisation aux différences dans la LBC/FT/FP	EPNFD	Début de la communication des DOS	Elevé		Pas encore démarré
Dispositions						
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Renforcer la sensibilisation des parlementaires à la LBC/FT/FP	Parlement ANP/Gouvernement	une plus grande rapidité dans l'approbation des lois relatives à la LBC/FT/FP	Elevé		Pas encore démarré
Société Civile et Média						
Renforcement des capacités - Atelier	Connaissance du BC/FT/FP	Société Civile et Média	Une intervention plus importante clarifiée	Moyen		Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Renforcer la sensibilisation à la LBC/FT/FP	Société Civile et Média	Une intervention plus importante clarifiée	Moyen		Pas encore démarré
Autorités compétentes						
Mentorat	échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'échanges d'informations	Autorités compétentes et de supervision	Accroissement de la rapidité et du nombre de demandes d'information	Moyen		Pas encore démarré

Libéria



Notes d'efficacité et de conformité technique

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Modéré	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
LC	**LC**	**PC**	**PC**	**PC**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
PC	**NC**	**NC**	**LC**	**PC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
C	**PC**	**LC**	**LC**	**NC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
PC	**C**	**LC**	**LC**	**LC**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
LC	**PC**	**LC**	**PC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**LC**	**PC**	**C**	**PC**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
PC	**LC**	**PC**	**PC**	**PC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**PC**	**LC**	**LC**	**PC**

Aperçu

Le Liberia a une superficie de 11 369 kilomètres carrés[35] et partage ses frontières avec la Sierra Léone au nord-ouest, la Guinée au nord, la Côte d'Ivoire à l'est et l'océan Atlantique au sud et au sud-ouest. Sa capitale est Monrovia. Après une longue guerre civile, la signature de l'Accord Global de Paix en 2003 a permis d'entamer la reconstruction du pays, le retour à la démocratie, la réintégration de la population, la mise en place d'institutions fonctionnelles et d'une bonne gouvernance, ainsi que la consolidation de la paix et de la sécurité au Liberia. Le pays est en train de passer d'une économie faible à une économie forte et se classe

[35] https://www.nationsonline.org/oneworld/liberia.htm

au 177e rang de l'indice de développement humain[36]. Le Libéria est riche en ressources naturelles, notamment en minerai de fer, en diamants, en or, en sols fertiles, en pêche et en sylviculture. Cependant, le potentiel économique desdits actifs reste largement inexploité[37]. La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à quatre milliards trois cent trente-deux millions de dollars américains (4,332 milliards USD)[38].

L'évaluation mutuelle du Libéria a été réalisée du 05 au 16 septembre 2022. Depuis l'adoption du rapport d'évaluation mutuelle du Libéria, le pays n'a pas sollicité de réévaluation de notation pour améliorer sa conformité technique.

Risque national

Le Liberia dispose d'une évaluation nationale des risques. L'ENR indique que les principaux produits nationaux générant des infractions sous-jacentes au Libéria sont la corruption et les pots-de-vin, le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, l'évasion fiscale, la contrefaçon de monnaie, la traite des êtres humains et le trafic de migrants, la contrefaçon et le piratage de produits, ainsi que le braquage/vol. Le gouvernement du Libéria a fait des efforts pour renforcer son régime juridique de LBC/FT avec la loi sur les mesures préventives de LBC/FT et les produits du crime (2021), la loi anticorruption du Liberia (LAA), la loi sur l'agence de renseignement financier (2022), d'autres textes législatifs sont en attente d'approbation par le Sénat, ce qui renforcerait davantage la conformité technique du Libéria.

Les frontières non surveillées et l'économie libérienne basée sur l'argent liquide, où le dollar libérien et le dollar américain ont cours légal, représentent un risque élevé. Les marchandises de contrebande entrent au Liberia par plusieurs points d'entrée. Le registre d'immatriculation des navires du Libéria est le deuxième plus important au monde. Les navires provenant de pays sous sanction utilisent souvent le pavillon du Libéria pour dissimuler leurs bénéficiaires effectifs et éviter les directives réglementaires. Bien que le Libéria dispose d'une loi relative à la collecte de données sur les bénéficiaires effectifs, sa mise en œuvre doit être considérablement améliorée.

Besoins en assistance technique

Le Libéria est confronté à d'importants déficits de financement qui empêchent les institutions parties prenantes à la LBC/FT/FP de s'acquitter efficacement de leurs missions. Il s'agit notamment d'une capacité limitée à faire appliquer les réglementations, à enquêter sur les crimes financiers et les flux financiers illicites, à conduire des poursuites et à recouvrer les biens. Le groupe de travail sur la criminalité financière (FCWG) est un groupe de travail inter-agences et multidisciplinaire composé de 29 institutions parties prenantes qui se focalisent sur l'identification et la résolution des obstacles à la mise en œuvre efficace du dispositif de LBC/FT/FP du Libéria.

Le Liberia identifie les domaines suivants, incluant sa stratégie nationale et son plan national d'action de LBC/FT/FP (2022-2025) dans la délivrance de l'assistance technique afin de remédier à ses insuffisances prioritaires de LBC/FT/FP. La délivrance de l'AT devrait amener le pays à solliciter une réévaluation de la notation de sa conformité technique :

[36] Rapport sur le développement humain 2023/2024 du PNUD.
[37] https://www.worldbank.org/en/country/liberia/overview#1
[38] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Développement des capacités - Atelier	Analyse opérationnelle, tactique et stratégique	FIA	Capacités du personnel en LBC/FT renforcées.	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Développement des capacités - Atelier	Enquêtes sur la criminalité financière	AEPP et FIA	Capacités des AEPP en enquêtes sur la criminalité financière renforcée.	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Services d'experts et de consultance	Élaborer une ligne directrice sur la mise en œuvre de sanctions financières ciblées relatives au financement de la prolifération.	FIA, NSA, Ministère de la Justice	Mise en œuvre effective des sanctions financières ciblées relatives au financement de la prolifération.	**Moyen**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Équipements techniques et subventions/assistances financières	Acquérir et déployer un système/logiciel de gestion électronique des dossiers afin d'améliorer la chaîne de valeur des enquêtes et des poursuites.	AEPP et FIA	Système de gestion des dossiers amélioré.	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Développement des capacités - Atelier	Renforcer les capacités des procureurs afin d'améliorer leurs compétences dans la poursuite des crimes financiers, particulièrement les affaires de BC/FT/FP.	AEPP, Ministère de la Justice, FIA	Poursuite des crimes financiers améliorée.	**Elevé**	Évaluation Nationale des Risques	Pas encore démarré
Conseil et services d'experts	Jugement des affaires de blanchiment de capitaux	Juges	Meilleure compréhension de la LBC et des cas connexes	**Elevé**	Évaluation mutuelle	Pas encore démarré

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Renforcement des capacités - Atelier	Renforcement des capacités des AEPP et des CA conformément à la LBC/FT	AEPP et CA	Une meilleure compréhension de la LBC/FT au sein des AEPP, des CA et de la FIA pour une collaboration, une coopération et une coordination fluides	**Elevé**	Évaluation mutuelle	Pas encore démarré
Equipement technique et subventions/Provisions financières	Mise à niveau des TIC	Département TIC de la FIA	Acquisition de pare-feu et d'autres installations TIC pour protéger l'infrastructure TIC de la FIA	**Elevé**	Plan national d'action	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Renforcement des capacités des AEPP et des CA conformément à la LCB/FT	AEPP, CA et le public	La sensibilisation vise à sensibiliser les CA, les AEPP et le public à la LBC/FT.	**Elevé**	Évaluation mutuelle	Pas encore démarré

Stratégie nationale et plan national d'action de LBC/FT/P (2022-2025)

OBJECTIF 1 : RENFORCER LE CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LBC/FT					
MESURE A PRENDRE	**INSTITUTION(S) RESPONSABLE(S)**	**INDICATEUR**	**RÉSULTAT ESCOMPTÉ**	**DÉLAI D'EXÉCUTION**	**ETAT D'AVANCEMENT**
Objectif 3 : Élaborer des lignes directrices et des orientations sectorielles de LBC/FT					
3.3 Élaborer des lignes directrices spécifiques de LBC/FT pour les OBNL/ONG.	CRF MFDP	Lignes directrices sectorielles spécifiques de LBC/FT pour les OBNL élaborées.	Conformité de LBC/FT dans le secteur des OBNL améliorée.	Mars 2024	
3.5 Élaborer une ligne directrice sur la mise en œuvre de sanctions financières ciblées relatives au financement de la prolifération.	CRF NSA Ministère de la Justice	Ligne directrice sur la mise en œuvre de sanctions financières ciblées relatives au financement de la	Mise en œuvre effective des sanctions financières ciblées relatives au financement de la prolifération.	Juin 2023	

		prolifération élaborées.			
OBJECTIF 2 : RENFORCER LA SUPERVISION FONDÉE SUR LE RISQUE DES ENTITÉS DÉCLARANTES					
Objectif 1 : Améliorer la capacité de supervision basée sur le risque des organes de réglementation et de surveillance					
1.1 Organiser des ateliers/formations de renforcement des capacités sur l'application des techniques de supervision fondées sur le risque pour tous les organismes de supervision et de réglementation (OAR).	La CRF CBL NLA LNBA LICPA	Ateliers de renforcement des capacités sur la supervision fondée sur le risque organisés pour les OAR.	Les OAR exercent une supervision efficace fondée sur le risque des ED.	En continu	
1.2 Organiser une formation continue pour les OAR sur les nouvelles tendances et nouveaux stratagèmes de LBC/FT/P.	CRF CBL NLA LNBA LICPA	Formation sur les tendances actuelles de LBC/FT/P organisée	Compréhension approfondie des stratagèmes de BC/FT.	En continu	
Objectif 2 : Améliorer la supervision fondée sur le risque des entités déclarantes					
2.2 Élaborer un manuel de supervision fondée sur les risques afin de faciliter le contrôle des ONG/OBNL.	CRF MFDP	Manuel de supervision fondée sur les risques pour le secteur des ONG/OBNL élaboré.	Supervision fondée sur les risques des ONG/OBNL renforcée.	Juin 2024	
OBJECTIF 3 : AMELIORER L'EFFICACITE DES ENQUETES, POURSUITES DE BC/FT/P ET RECOUVREMENT DES BIENS					
Objectif 1 : Fournir des ressources suffisantes à la CRF en vue de renforcer ses capacités opérationnelles					
1.2 Renforcer les capacités du personnel de la CRF en matière de LBC/FT incluant l'analyse opérationnelle, tactique et stratégique.	CRF MFDP	Programmes d'orientation et de formation des employés élaboré et mis en oeuvre.	Capacités du personnel en LBC/FT renforcées.	En continu	
1.3 Acquérir le logiciel goAML pour améliorer l'efficacité opérationnelle de la CRF.	CRF MFDP	Logiciel goAML déployé.	Efficacité opérationnelle de la CRF améliorée.	Décembre 2022	
Objectif 2 : Améliorer les enquêtes sur les affaires de LBC/FT/P					
2.2 Intégrer les programmes de renforcement des capacités en LBC/FT dans les modules de formation des AEPP.	CRF Ministère de la Justice AEPP	Les programmes de renforcement des capacités en LBC/FT intégrés dans les modules de formation des AEPP.	Compréhension de la LBC/FT au sein des AEPP renforcée.	Juin 2023	
			Capacités des AEPP en enquêtes sur la criminalité financière renforcée.		
2.3 Organiser un atelier exhaustif de renforcement des capacités pour les AEPP en	CRF AEPP	Programmes de renforcement des capacités en enquêtes sur la	Capacités des AEPP en enquêtes sur la criminalité financière renforcée.	En continu	

enquêtes sur la criminalité financière.		criminalité financière conduits.			
2.4 Déployer un système/logiciel de gestion électronique des dossiers afin d'améliorer la chaîne de valeur des enquêtes et des poursuites.	Ministère de la Justice AEPP	Système/logiciel de gestion électronique des dossiers déployé.	Système de gestion des dossiers amélioré.	Décembre 2025	
2.8 Redynamiser le groupe de travail sur la criminalité financière afin d'améliorer les enquêtes sur les cas de BC/FT.	AEPP CRF Ministère de la Justice	Le groupe de travail sur la criminalité financière redynamisé.	Améliorer les enquêtes sur les affaires de BC/FT	Septembre 2022	
2.9 Mettre en place des unités spécialisées dans la criminalité (cybercriminalité, enquêtes financières, criminalité commerciale, etc.	AEPP Ministère de la Justice	Unités anti-criminalité au sein des AEPP spécialisées.	Enquêtes sur les affaires de BC/FT améliorées	Juin 2024	
2.10 Renforcer les capacités des agents chargés des contrôles aux frontières sur la mise en œuvre du régime de déclaration des devises étrangères.	LRA LIS Ministère de la Justice CRF	Agents chargés du contrôle des frontières. formés	Mise en œuvre effective du régime de déclaration des devises étrangères.	En continu	
Objectif 3 : Améliorer les enquêtes sur les affaires de BC/FT/P					
3.2 Renforcer les capacités des procureurs afin d'améliorer leurs compétences dans la poursuite des crimes financiers, particulièrement les affaires de BC/FT/FP.	Ministère de la Justice CRF	Ateliers sur la criminalité financière organisés au profit des procureurs.	Poursuite des crimes financiers améliorée.	En continu	
3.3 Renforcer les capacités du pouvoir judiciaire sur la criminalité financière, particulièrement en ce qui concerne le concept de BC/FT, afin d'améliorer ses compétences dans le jugement desdites affaires.	Judiciaire CRF	Ateliers sur la criminalité financière au profit des procureurs organisés.	Poursuite des crimes financiers améliorée.	En continu	
OBJECTIF 4 : RENFORCER LA COOPÉRATION NATIONALE ET INTERNATIONALE					
Objectif 2 : Renforcer le mécanisme de retour d'information pour améliorer le partage des informations					
2.5 Élaborer et conserver une base de données nationale exhaustive sur le BC/FT/P, accessible à toutes les autorités compétentes.	CRF AEPP OAR Autorités compétentes	Base de données nationale sur le BC/FT/P élaboré et accessible à toutes les autorités compétentes.	Statistiques exhaustives relatives au BC/FT/P tenues.	Décembre 2024	
OBJECTIF 5 : RENFORCER LES CAPACITÉS ET APPROFONDIR LA SENSIBILISATION dES PARTIES PRENANTES SUR LA LBC/FT					
Objectif 1 : Approfondir la compréhension des risques de BC/FT au sein des autorités compétentes et du grand public					

1.2 Procéder à la conduite d'une évaluation exhaustive des risques de BC/FT associés à tous les types de personnes morales et de constructions juridiques.	CRF LBR AEPP LNBA Autorités compétentes	Évaluation des risques de BC/FT des personnes morales et des constructions juridiques conduite.	Compréhension des risques de BC/FT associés aux personnes morales et aux constructions juridiques approfondie.	Septembre 2025	

Mali



Notes d'efficacité et de conformité technique[39]

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Modéré**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
LC	**LC**	**LC**	**LC**	**PC**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
LC	**LC**	**PC**	**C**	**LC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
LC	**LC**	**LC**	**PC**	**NC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
PC	**LC**	**LC**	**NC**	**PC**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
C	**PC**	**PC**	**PC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**C**	**PC**	**LC**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**PC**	**PC**	**C**	**LC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**LC**	**PC**	**LC**	**LC**

Aperçu

Le Mali est un pays enclavé d'Afrique subsaharienne qui couvre une superficie de 1 241 238 km^2 et partage 7 420 km de frontières avec sept pays voisins : l'Algérie au nord, le Niger et le Burkina Faso à l'est, la Côte d'Ivoire et la Guinée au sud, la Mauritanie et le Sénégal à l'ouest. Le Mali s'enorgueillit d'une population jeune et d'un produit intérieur brut en croissance. La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à vingt milliards neuf cent cinq millions de dollars américains (20,905 milliards USD)[40].

[39] Mises à jour en mai 2023.

[40] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

L'évaluation mutuelle sur place du Mali s'est déroulée du 04 au 15 mars 2019. Le Mali a soumis son 4e rapport de suivi en novembre 2024 et sa notation a été réévalué pour six (6) Recommandations (Recommandation 34 de PC à C, Recommandations 2, 6 et 7 de PC à LC ; Recommandations 8 et 28 de NC à PC) afin de refléter les niveaux actuels de conformité technique du Mali. Le Mali est sous processus d'ICRG du GAFI depuis octobre 2021. Le pays a pris des mesures pour améliorer son dispositif de LBC/FT, notamment par la mise en place d'un cadre pour le suivi des OBNL présentant un risque d'utilisation abusive aux fins de FT et la mise en œuvre des mesures proportionnées au risque. Le Mali devra continuer à travailler à la mise en œuvre de son plan d'action afin de remédier à ses lacunes stratégiques, notamment en (1) démontrant un accès en temps opportun à des informations exactes sur les bénéficiaires effectifs, (2) remédiant aux lacunes de conformité technique en suspens relatives aux R.5 et 20, et en identifiant et en enquêtant sur les activités de FT conformément au profil de risque du pays ; et (3) en mettant en œuvre les SFC relatives au FT et au FP[41].

Risque national

Les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme au Mali sont importants. Les groupes terroristes au Mali ont fait allégeance à Al-Qaïda au Maghreb et à l'État islamique. L'expansion des organisations djihadistes à travers le Sahel, le contrôle limité de l'État dans le nord du pays, ainsi que la faiblesse des structures étatiques et la porosité des frontières, ont permis aux groupes terroristes de prendre pied dans la région. Le pays a subi de nombreuses attaques terroristes perpétrées par des groupes djihadistes qui ont fait des victimes. L'infrastructure nationale de lutte contre le terrorisme du Mali se compose des forces armées, principale entité responsable des opérations nationales de lutte contre le terrorisme, et de la Direction Générale de la Sûreté de l'État, autorisée à détenir les personnes soupçonnées de terrorisme et à enquêter sur elles. Une coordination accrue entre les forces de sécurité et les organismes de répression, ainsi que des ressources et une formation supplémentaire(s) sont nécessaires en vue de renforcer les efforts du pays en matière de lutte contre le financement du terrorisme.

Les frontières poreuses du Mali, notamment le long de son vaste désert, couvrent plus de 50 % de son territoire. Une grande montagne jouxtant plusieurs frontières extérieures et les contrôles transfrontaliers limités dans ces zones constituent des vulnérabilités qui posent des défis et représentent des menaces potentielles pour le FT et BC. L'économie repose essentiellement sur l'argent liquide et les organisations criminelles et terroristes profitent de l'absence de contrôle dans ces zones pour faciliter la contrebande de marchandises ou d'armes destinées à soutenir le terrorisme ainsi que les mouvements d'argent liquide ou de fonds destinés à financer des opérations terroristes et des organisations criminelles.

Il existe de fortes indications selon lesquelles les organisations terroristes tirent profit de la taxation des criminels le long des routes de contrebande, grâce aux revenus tirés de la commission d'infractions sous-jacentes telles que la prise d'otages avec rançon, le trafic de marchandises, de drogue, d'armes, de migrants, la traite d'êtres humains et le mouvement d'argent liquide. Les ressources naturelles des mines d'or risquent d'être exploitées par des criminels et des organisations terroristes, bien que la plupart des exploitations de mines d'or soient situées dans la région du Sud-Ouest, en dehors de la sphère d'action directe des groupes terroristes.

[41] https://www.fatf-gafi.org/en/publications/High-risk-and-other-monitored-jurisdictions/increased-monitoring-june-2024.html

Les EPNFD sont vulnérables et peuvent être utilisées par des organisations terroristes et criminelles. Plusieurs services de transfert d'argent non réglementés sont susceptibles de transférer de l'argent pour le compte d'organisations. Les OBNL peuvent également être exploitées.

Besoins en assistance technique

Les activités des organisations terroristes au Mali représentent un risque important pour tous les États membres de la CEDEAO. Il est urgent de renforcer les capacités d'enquête et le système judiciaire du pays. Le Mali propose les besoins en assistance technique ci-après pour l'aider à renforcer immédiatement ses régimes de LBC/FT/FP :

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Assistance juridique des États membres	Adopter les projets de loi sur le code pénal et le code de procédure pénale	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Régime de LBC/FT renforcé	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Développement des capacités - Atelier	Former les autorités de supervision dans le secteur des OBNL	Autorités de supervision des OBNL	Capacités des autorités de supervision renforcées.	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Développement des capacités - Atelier	Former la catégorie des « conseillers fiscaux » des assujettis et des membres de la CONACA	Fonctionnaires des impôts	Renforcement des capacités des percepteurs d'impôts	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Développement des capacités– Sensibilisation	Internaliser la LBC/FT/FP	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Système de valeurs de LBC/FT/FP amélioré.	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Promouvoir la coopération internationale et le partenariat	Participer aux réunions en face-à-face du Groupe Conjoint d'ICRG	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Améliorer la mise en œuvre de son plan d'action.	**Elevé**	Évaluation Nationale des Risques	Pas encore démarré

Niger



Notes d'efficacité et de conformité technique

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Modéré	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
LC	**C**	**C**	**LC**	**C**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
LC	**LC**	**NC**	**C**	**PC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
LC	**PC**	**LC**	**PC**	**NC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
PC	**LC**	**LC**	**NC**	**PC**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
C	**PC**	**PC**	**PC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**C**	**PC**	**LC**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**LC**	**LC**	**C**	**LC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
C	**LC**	**LC**	**LC**	**LC**

Aperçu

Le Niger est un pays sahélien ouest-africain enclavé. Il a une superficie de 1 267 000 km² et partage ses frontières avec sept (7) pays : Nigéria, Tchad, Algérie, Mali, Burkina Faso, Bénin et Libye. Le produit intérieur brut du Niger est de 16 819 milliards de dollars[42] et le pays dispose d'une grande variété de minerais qui jouent un rôle essentiel dans son économie, notamment l'uranium, le charbon, l'or et plusieurs autres ressources. Le Niger a pris des mesures internes pour réduire les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

[42] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

L'évaluation mutuelle sur place du Niger s'est déroulée du 13 au 29 janvier 2020. Depuis l'adoption de son rapport d'évaluation mutuelle, le Niger n'a sollicité de réévaluation de la notation sur aucune de ses notes de conformité technique notées PC/NC.

Risque national

Le vaste territoire nigérien et ses frontières non surveillées accroissent sa vulnérabilité au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme et aux défis sécuritaires. Des organisations terroristes telles que Boko Haram, AQMI, MUJAO et GSIM, entre autres, basées principalement au Nigéria et au Mali, sont connues pour exploiter lesdites lacunes afin de coordonner des opérations à partir de la partie orientale (bassin du lac Tchad) et de la partie occidentale, dont le Mali et le Burkina Faso sont limitrophes. Les groupes terroristes opérant dans la zone des trois frontières se livrent à toutes sortes de trafics et de contrebandes ; les crimes sous-jacents à haut risque sont le trafic de stupéfiants, le trafic d'armes, le trafic de migrants et le trafic illégal de cigarettes. Le Niger est l'un des pays de transit où la drogue est acheminée vers le Maghreb et l'Europe et constitue également un couloir d'immigration clandestine vers l'Europe via la Libye et l'Algérie.

Les risques de blanchiment de capitaux associés aux infractions sous-jacentes sont principalement dus à la corruption et au détournement de fonds publics, à la fraude fiscale et à l'abus de biens sociaux. L'économie du Niger repose sur l'argent liquide, avec une faible pénétration de l'inclusion financière. L'économie informelle contribue de manière significative au PIB du pays. Les EPNFD entreprennent leurs activités et les OBNL reçoivent des dons en espèces.

Besoins en assistance technique

Les besoins en assistance technique du Niger sont spécifiquement liés à son plan d'action, et le pays soumet les requêtes en assistance technique ci-après pour améliorer la mise en œuvre de son programme de LBC/FT/FP :

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Assistance juridique des États membres	Rédiger une note d'information sur la mise en place d'un forum des responsables de conformité des EPNFD et des OBNL.	Opérateurs des EPNFD et des NPO	Dispositif de LBC/FT renforcé	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Développement des capacités - Atelier	Organisation de la première session ordinaire du CNCA-BC/FT/P	CNCA	Capacités des membres du CNCA renforcées.	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Développement des capacités - Atelier	Poursuivre la mise en œuvre des plans d'action de la Stratégie nationale de LBC/FT, de l'ENR FT, et la mise	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Renforcer le dispositif de LBC/FT/FP	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
	en œuvre des recommandations du REM (qui comprennent, entre autres, des sessions de formation/sensibilisation et la diffusion de lignes directrices à toutes les catégories d'assujettis et autres acteurs impliqués dans la LBC/FT, la révision des textes réglementaires, la livraison d'équipements à certains acteurs).					
Développement des capacités – Sensibilisation	Organiser un atelier pour partager la stratégie nationale 2022-2023 de LBC/FT et les plans d'action de l'ENR FT avec d'autres parties prenantes de la LBC/FT.	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Système de valeurs de LBC/FT/FP amélioré.	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Promouvoir la coopération internationale et le partenariat	Organiser la première réunion du Forum des responsables de conformité des EPNFD et des OBNL	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Améliorer la mise en œuvre de son plan d'action.	**Elevé**	Évaluation Nationale des Risques	Pas encore démarré
Mentorat	Définir un tableau des fonctions et tâches incombant à chaque correspondant de la CRF	Président de la CENTIF		**Elevé**	Besoin de la CENTIF	En cours
Développement des capacités - Atelier	Organiser une réunion entre la CRF et ses correspondants dans les administrations publiques	CENTIF et MDA	Renforcer la coopération et la coordination nationales	**Elevé**		
Développement des capacités - Forum	Réunion du Forum national des responsables de	EPNFD et OBNL	Améliorer la conformité de LBC/FT/FP.	**Elevé**		

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
	conformité des EPNFD et des OBNL					

.

Nigéria



Notes d'efficacité et de conformité technique[43]

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Faible**	**Modéré**	**Faible**	**Faible**	**Modéré**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
LC	**LC**	**C**	**C**	**LC**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
LC	**LC**	**C**	**C**	**LC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
C	**PC**	**C**	**C**	**PC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
LC	**LC**	**LC**	**LC**	**C**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
LC	**PC**	**LC**	**LC**	**LC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
LC	**LC**	**LC**	**C**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**LC**	**C**	**C**	**LC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**LC**	**LC**	**LC**	**LC**

Aperçu

La République Fédérale du Nigéria a une superficie d'environ 923 768 kilomètres carrés (km²) et située sur la côte occidentale de l'Afrique. Le Nigéria est limité à l'ouest par la République du Bénin, à l'est par le Tchad et le Cameroun, au nord par le Niger et au sud par une côte sur le golfe de Guinée. Lagos, la plus grande ville et capitale économique du Nigéria, dispose d'une route principale qui la relie à Abidjan, la capitale de la Côte d'Ivoire, en passant par trois voisins occidentaux qui sont le Bénin, le Togo et le Ghana. La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à trois cent soixante-deux milliards huit cent

[43] Mises à jour en Octobre 2024.

quinze millions de dollars américains (362,815 milliards USD)[44] principalement tiré par le pétrole. Le pays est riche de nombreuses ressources minérales et sa population est estimée à plus de 200 millions d'habitants, soit plus de la moitié de la population de l'Afrique de l'Ouest. Le Nigéria compte environ 250 groupes ethniques et plus de 500 langues autochtones.

L'évaluation mutuelle sur place du Nigéria s'est déroulée du 23 septembre au 19 octobre 2019. Le Nigéria est sous processus d'ICRG du GAFI depuis février 2023. Le Nigéria a sollicité une réévaluation de la notation de sa conformité technique notée PC/NC ; les Recommandations suivantes ont été relevées à LC ou C : Recommandations 1, 2, 3, 6, 7, 8, 11, 19, 20, 33, 34. Le Nigéria a conclu des accords politiques de haut niveau pour améliorer son dispositif de LBC/FT par le renforcement des efforts de coopération internationale, l'amélioration des mécanismes de coopération entre les organismes d'enquête de FT et la mise en œuvre d'un suivi fondé sur les risques des OBNL susceptibles d'abus aux fins de FT. Le Nigéria continue de travailler à la mise en œuvre de son plan d'action par la correction des lacunes stratégiques ci-après, notamment (1) l'amélioration de la supervision de LBC/FT fondée sur les risques des IF et des EPNFD et le renforcement de la mise en œuvre de mesures préventives pour les secteurs à risque élevé ; (2) veiller à ce que les autorités compétentes aient accès en temps opportun à des informations exactes et actualisées sur les bénéficiaires effectifs des personnes morales et par l'application des sanctions en cas de manquement aux obligations ; (3) la démonstration d'un accroissement soutenu des enquêtes et des poursuites de BC ; (4) la détection de manière proactive des violations des obligations de déclaration des devises et l'application des sanctions appropriées ; et (5) la démonstration d'un accroissement soutenu des enquêtes et des poursuites relatives à différents types d'activités de FT en fonction du profil de risque du pays[45].

Risque national

Le Nigéria reste confronté à des risques importants de BC/FT. L'évaluation nationale des risques a été réalisée en 2016 et l'évaluation nationale des risques inhérents a été réalisée en 2022. Le pays est confronté à des menaces de BC/FT/FP émanant de secteurs vulnérables tels que les EPNFD, les PSAV et le secteur de l'industrie extractive. Les principales sources d'infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux sont la corruption, le trafic de stupéfiants, la fraude, la traite des êtres humains, l'enlèvement contre rançon et le trafic de migrants.

L'économie nigériane reste essentiellement basée sur l'argent liquide, mais les efforts du gouvernement en faveur d'une politique sans numéraire et d'une plus grande inclusion financière ont considérablement amélioré les services bancaires pour les personnes non bancarisées. Toutefois, des lacunes subsistent en matière de supervision, étant donné que les cambistes agréés ne font pas l'objet d'un contrôle permanent et nombre d'entre eux exercent leurs activités de manière informelle. Les EPNFD demeurent à risque, vu que les transactions en espèces et le laxisme en matière de vigilance à l'égard de la clientèle (DVC) constituent toujours un défi. Les praticiens du droit sont désormais soumis au cadre de la LBC/FT/FP, et les OBNL à risque élevé font l'objet de sanctions dissuasives. Le Nigéria devra améliorer les mécanismes de vérification des bénéficiaires effectifs, améliorer la coopération en matière d'entraide judiciaire et faire du BC/FT des infractions passibles d'extradition.

[44] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.
[45] https://www.fatf-gafi.org/content/fatf-gafi/en/publications/High-risk-and-other-monitored-jurisdictions/increased-monitoring-october-2024.html

Les problèmes sécuritaires relatifs aux organisations terroristes et à leur financement continuent de tourmenter le pays. Bien que les activités militaires et de renseignement aient permis de réduire les actes des organisations terroristes, les risques relatifs au FT restent élevés. Boko Haram et sa ramification, la Province de l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), contrôlent encore des pans entiers de territoires dans certains États ; les groupes sont fluides et restent capables de se maintenir financièrement grâce à une série d'activités menées en raison de leur contrôle territorial ou de leur portée opérationnelle. Les principales sources de financement de Boko/ISWAP comprennent un large éventail d'activités criminelles, notamment le vol (comme le vol à grande échelle de de bétail), le vol à main armée, les enlèvements contre rançon, les raids et le pillage (incluant des cibles militaires), l'extorsion et les frais de protection (y compris les paiements en nature), et le trafic d'armes, de voitures volées et d'autres produits de contrebande. Boko/ISWAP collecte également des fonds par le biais d'activités qui ne sont pas intrinsèquement criminelles, telles que l'agriculture et le commerce à l'intérieur et autour du lac Tchad, ainsi que les marchés et les itinéraires du bétail. Ces activités comprennent l'octroi de microcrédits (parfois en recrutant des débiteurs incapables de rembourser), le contrôle des marchés et des entreprises des petits commerçants, ainsi que les dons et les cotisations des membres. Les agents de Boko/ISWAP déplacent des fonds en utilisant le système financier formel. Ils s'appuient aussi largement sur des canaux financiers informels ou non traçables, notamment les cambistes, les hawaladars et les passeurs de fonds.

Besoins en assistance technique

En novembre 2024, le Nigéria a soumis son troisième RdS renforcé et a fait des progrès significatifs dans la correction des lacunes techniques identifiées dans les Recommandations 23, 24, 25, 28 et 32, avec seulement des lacunes mineures en suspens. Le Nigéria a été renoté « Largement conforme » sur ces cinq Recommandations 23, 24, 25, 28 et 32.

La requête en assistance technique du Nigéria se focalise sur la mise à jour de ses outils d'enquête en matière de criminalité financière et sur le renforcement des capacités des agences de répression, des procureurs et des juges grâce à une formation renforcée afin de répondre aux nouvelles tendances de BC/FT, incluant les liens entre le BC et d'autres activités criminelles, les enquêtes sur le FT et la coopération en matière d'enquêtes financières.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorité	Source	Situation
Renforcement des capacités - Atelier	Élaborer des procédures opérationnelles normalisées pour détecter et sanctionner efficacement les violations des obligations de déclaration transfrontalière	Service des douanes du Nigéria, Service de l'immigration du Nigéria, Commission de lutte contre les crimes économiques et financiers, Agence nationale de lutte contre la drogue, Département des services d'État, NFIU	(1) Renforcer la mise en œuvre effective de l'action à prendre pertinente relative au plan d'action _d'ICRG du GAFI du Nigéria, conformément au R.I. 8. (2) Mettre en place les bonnes pratiques dans les systèmes de déclaration transfrontalières de devises et le	**Elevé**	**Plan d'action d'ICRG**	Pas encore démarré

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorité	Source	Situation
			régimes de sanctions			
Assistance juridique des EM	Revue des lois et règlements de LBC/FT/FP	Toutes les autorités compétentes	1) Veiller à ce que le Nigeria atteigne la note LC ou C dans les 40 Recommandations au cours du 3e cycle de l'exercice d'EM. 2) Cadre de LBC/FT plus robuste et plus exaustif	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Renforcement des capacités des AEPP sur l'identification des cas nécessitant une coopération internationale et l'initiation des requêtes d'entraide judiciaire et d'extradition auprès de la CAU	Toutes les autorités compétentes chargées des enquêtes et des poursuites de BC, de FT et d'autres infractions sous-jacentes	Veiller à ce que la coopération internationale se fasse de façon fluide pour démontrer l'efficacité du R.I. 2	**Elevé**	**Plan d'action de l'ICRG**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Collaboration efficace dans les enquêtes et les poursuites relatives au FT/Renforcement des capacités des AEPP sur la priorisation des cas de FT	Toutes les autorités compétentes, ASWG du NSC	(1) Les menaces de financement du terrorisme sont détectées et démantelées, les terroristes sont privés de ressources et ceux qui financent le terrorisme sont sanctionnés, contribuant ainsi à la prévention des actes terroristes. (2) Démontrer l'efficacité du R.I. 9 et renforcer les enquêtes conjointes du FT.	**Elevé**	**Plan d'action d'ICRG**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Préparatifs efficaces en vue du 3e cycle des évaluations mutuelles	CIM	(1) Améliorer le renseignement stratégique et la collecte de données pour l'efficacité de l'exercice du 3e cycle des EM à venir (2) Renforcer l'efficacité globale	**Elevé**	**Évaluation mutuelle**	Pas encore démarré

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorité	Source	Situation
			du dispositif de LBC/FT			

Sao Tomé et Principe



Notes d'efficacité et de conformité technique[46]

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
PC	**PC**	**PC**	**C**	**LC**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
NC	**NC**	**NC**	**LC**	**PC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
LC	**PC**	**LC**	**PC**	**NC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
PC	**PC**	**PC**	**NC**	**C**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
LC	**PC**	**PC**	**PC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**C**	**PC**	**LC**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
LC	**PC**	**PC**	**PC**	**C**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**PC**	**LC**	**LC**	**LC**

Aperçu

La République Démocratique de São Tomé et Príncipe (STP) est un archipel situé à 350 km au large de la côte ouest de l'Afrique, dans le Golfe de Guinée. Le pays partage des frontières maritimes avec le Nigéria, le Cameroun, le Gabon et la Guinée Equatoriale. Il possède d'importantes richesses naturelles inexploitées, notamment des forêts tropicales vierges dotées d'une biodiversité riche et unique, favorable au tourisme axé sur la nature. STP est composé de six districts et de la région autonome de Príncipe (Região Autónoma do Príncipe). STP couvre une superficie terrestre d'environ 1 000 km[47] et un littoral de 209 km[48]. La situation

[46] Renvoyer l'adoption de son rapport d'évaluation mutuelle à la Commission Technique / Plénière du GIABA de novembre 2024.
[47] Analyse conjointe du pays, São Tomé et Príncipe, Nations Unies, octobre 2022
[48] Analyse conjointe du pays, São Tomé et Príncipe, Nations Unies, octobre 2022

géographique des deux îles principales São Tomé et Príncipe, entourées d'une zone économique exclusive représentant 160 fois la surface terrestre, explique l'importance géostratégique du pays. Le pays possède d'importantes richesses naturelles inexploitées, notamment des forêts tropicales vierges dotées d'une biodiversité riche et unique. La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à six cent trois millions de dollars américains (603 millions USD)[49].

Le second cycle d'évaluation mutuelle de STP a été conduit sur la base des informations fournies par le pays et des informations obtenues par l'équipe d'évaluation pendant sa visite sur place dans le pays du 12 au 26 juin 2023, tel que décidé par le Comité Ministériel du GIABA le 1er juin 2023.[50]

Risque national

STP présente des risques élevés de BC découlant de la corruption et de la fraude fiscale (à l'interne), du trafic de stupéfiants (trafic de drogue) et de la contrefaçon et du piratage de produits (à l'externe), ainsi que de sa position dans le Golfe de Guinée et de son rôle comme voie de transit pour les marchandises ou fonds illicites.

STP n'a enregistré aucun cas de terrorisme et aucune organisation terroriste n'opère ou n'est présente dans le pays ; aucune partie de la population n'est connue pour sa sympathie à l'égard des causes terroristes. Par conséquent, la menace d'une utilisation des fonds à des fins terroristes à STP pourrait être faible. Néanmoins, une menace notoire du crime organisé à São Tomé et Príncipe reste la présence d'un éventuel terrorisme résultant de la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée. Des zones reculées de STP peuvent être utilisées comme plates-formes pour des attaques de navires dans les eaux internationales. Le pays est susceptible d'être utilisé comme point de transit pour des fonds illicites et d'autres ressources perturber des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale.

Besoins en assistance technique

STP manque de ressources financières et humaines pour mettre en œuvre efficacement les dispositifs de LBC/FT/FP. L'assistance technique fournie par le pays doit mettre l'accent sur le plan national d'action de LBC/FT/FP, afin de cibler les risques identifiés dans les rapports d'évaluation nationale des risques et d'évaluation mutuelle approuvés. STP a identifié l'assistance technique ci-après comme requête pour 2025 :

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Action des États membres	Mettre en œuvre le plan d'action de l'ENR	Comité National de Coordination et acteurs du dispositif national de LBC/FT (secteurs privé et public)	Compréhension des risques de LBC/FT/FP ; compréhension des obligations, connaissance du régime après l'adoption de la nouvelle loi.	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré

[49] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

[50] La visite a eu lieu du 22 janvier au 05 février 2024. Toutefois, sur la base d'une décision du Comité Ministériel du GIABA, le 26 juin a été fixé comme date butoir pour la visite sur place.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Loi du pays	Réviser et mettre en œuvre la loi N° 03/2018	Comité National de Coordination et acteurs du dispositif national de LBC/FT	Adoption de la loi N° 03/2018	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Politiques et lignes directrices	Réorganiser le statut de la CRF	CRF	Une CRF efficace et efficiente	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Loi du pays	Réviser et mettre en œuvre le décret N° 60/2009	Comité National de Coordination et acteurs du dispositif national de LBC/FT	Adoption du décret N° 60/2009	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Former les acteurs nationaux qui contribuent à l'efficacité du dispositif de prévention du BC/FT.	Comité National de Coordination et acteurs du dispositif national de LBC/FT (secteurs privé et public)	Conformité des acteurs de la LBC/FT/FP	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré

Sénégal



Notes d'efficacité et de conformité technique[51]

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Modéré**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
LC	**C**	**LC**	**C**	**C**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
PC	**PC**	**PC**	**C**	**PC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
LC	**PC**	**LC**	**LC**	**PC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
PC	**LC**	**LC**	**NC**	**C**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
C	**PC**	**PC**	**LC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**C**	**PC**	**LC**	**LC**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**LC**	**PC**	**PC**	**LC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**C**	**LC**	**LC**	**LC**

Aperçu

Le Sénégal est situé à l'extrémité ouest de l'Afrique. Outre l'enclave gambienne, le Sénégal partage ses frontières au nord avec la Mauritanie, à l'est avec le Mali, au sud avec la Guinée-Bissau et la Guinée. L'économie sénégalaise est tirée par l'exploitation minière, la construction industrielle et immobilière, le tourisme, la pêche et l'agriculture, qui sont les principales sources d'emploi dans les zones rurales. Avec la découverte de gaz et de pétrole offshore, le Sénégal sera un exportateur majeur dans un avenir proche. La

[51] Mises à jour en mai 2024.

Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à trente et un milliards quatorze millions de dollars américains (31,014 milliards USD)[52].

L'évaluation mutuelle sur place du Sénégal s'est déroulée du 18 septembre au 04 octobre 2017. Le Sénégal est sorti du processus d'ICRG du GAFI en octobre 2024 après avoir effectivement mis en œuvre son plan d'action. Le Sénégal a renforcé l'efficacité de son dispositif de LBC/FT en : (1) démontrant une compréhension cohérente des risques de BC/FT au sein des autorités compétentes ; (2) recherchant une coopération internationale pour faciliter les enquêtes sur le BC/FT et le traçage des produits du crime situés à l'étranger ; (3) démontrant que les IF et les EPNFD sont soumises à une supervision adéquate et efficace fondée sur le risque et à des mesures de sanction et qu'elles améliorent la conformité aux obligations de LBC/FT, notamment par l'accroissement des DOS et la mise en place des mécanismes de contrôle interne efficaces ; (4) maintenant des informations de base et des informations sur les bénéficiaires effectifs adéquates, exactes et à jour et en veillant à ce que les autorités compétentes y aient accès en temps opportun ; (5) renforçant la capacité du personnel de la CRF à effectuer des analyses et accroissant la diffusion des renseignements financiers ; (6) renforçant la capacité des autorités de répression dans la détection et les enquêtes BC et les infractions sous-jacentes en fonction des risques, et la tenue des statistiques sur les cas ayant fait l'objet d'enquêtes et de poursuites ; (7) définissant des politiques et des procédures pour l'identification et la saisie des produits du crime et la démonstration de l'application effective des pouvoirs de saisie et de gel des autorités compétentes ; (8) renforçant la compréhension des autorités de répression et des poursuites des risques de FT et de la capacité de LFT et en démontrant que les enquêtes de FT sont conformes au profil de risque du Sénégal ; (9) mettant en œuvre un régime de sanctions financières ciblées ; et (10) mettant en œuvre un régime de suivi basé sur le risque pour les OBNL à risque d'utilisation abusive aux fins de FT.

Risque national

Le Sénégal est exposé à un éventail de risques de BC/FT. Sa situation géographique en fait un centre d'affaires régional pour l'Afrique de l'Ouest francophone. L'économie sénégalaise repose essentiellement sur l'argent liquide ; l'importance du secteur informel et la porosité des frontières terrestres et maritimes sont quelques-unes des vulnérabilités du pays en matière de BC/FT. Le Sénégal est également exposé aux flux transfrontaliers qui peuvent drainer des fonds et des trafics illicites. Le Sénégal est également confronté à des risques relatifs à la criminalité organisée, au trafic de stupéfiants, à la cybercriminalité et à d'autres formes d'escroquerie. Entre autres sources de revenus illicites, il convient de citer le trafic de stupéfiants, la traite des êtres humains, le commerce illégal d'espèces de flore et de faune , la contrefaçon et la corruption.

Les criminels ont exploité aussi bien le secteur financier que le secteur non financier pour blanchir des revenus illicites.

Le Sénégal est confronté à des risques de FT et est utilisé comme avant-poste à la fois pour le recrutement des terroristes et le financement du terrorisme. Les cas de financement du terrorisme signalés concernent des fonds reçus pour financer le recrutement et les voyages vers les zones de conflits des combattants terroristes. Les menaces de FT sont caractérisées par la proximité du Sénégal avec des pays où le terrorisme causé par l'extrémisme religieux prévaut. La faiblesse des contrôles aux frontières poreuses, la libre

[52] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

circulation des personnes et des biens dans la sous-région constituent les principales vulnérabilités du Sénégal face aux risques de financement du terrorisme[53].

Besoins en assistance technique

Le Sénégal a réalisé des progrès importants dans le renforcement de son efficacité et de sa conformité technique de LBC/FT/PF. Le pays a adopté plus de 20 textes législatifs pertinents en vue de renforcer ses cadres juridiques et institutionnels, notamment la réglementation régissant les compagnies d'assurance, les délits boursiers sur les marchés financiers régionaux et plusieurs révisions du code pénal, du code de procédure pénale et du code des impôts.

En attendant la troisième évaluation mutuelle prévue à partir de février 2026, le Sénégal aura besoin d'une assistance technique pour renforcer la spécialisation et l'expertise en plusieurs domaines, notamment : la méthodologie des évaluations mutuelles, le contrôle basé sur les risques, les investigations financières, l'analyse stratégique, l'évaluation nationale des risques. Des activités de sensibilisation des parties prenantes avec un accent particulier sur les personnes assujetties des secteurs financier et non financier y compris les organismes à but non lucratif aux fins d'améliorer la connaissance du dispositif national de lutte seront également nécessaires.

Le Sénégal a indiqué les besoins en assistance technique ci-après :

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Campagne nationale de sensibilisation	Parties prenantes du dispositif national de LBC/FT (secteurs privé et public)	Compréhension des risques de LBC/FT/FP ; compréhension des obligations, connaissance du dispositif après l'adoption de la loi n°2024-08	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré (1er trimestre 2025)
Renforcement des capacités - Sensibilisation	Formation des organisations à but non lucratif (OBNL)	Associations, fondations, ONG	Compréhension des risques d'utilisation abusive aux fins de financement du terrorisme, compréhension des dispositions spécifiques pour les OBNL	**Elevé**	**Évaluation Nationale des Risques**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Méthodologie d'évaluation mutuelle	Membres du Comité National de Coordination	Compréhension de la Méthodologie du GAFI, préparation du troisième cycle des évaluations mutuelles du GIABA	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Formation des évaluateurs du GAFI	06 Membres de la CENTIF - Conseiller Technique	Préparation de la 3ème évaluation mutuelle prévue en 2026, renforcement de la contribution du Sénégal à l'évaluation et examen	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré

[53] Rapport d'évaluation mutuelle du Sénégal (2018)

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
			des rapports des autres pays membres du GIABA			
Renforcement des capacités - Atelier	Supervision et contrôle des entreprises et professions non financières désignées (EPNFD)	Autorités de supervision des EPNFD	Mise en œuvre renforcée de la supervision fondée sur le risque ; renforcement de la conformité au sein des EPNFD.	**Elevé**	Évaluation Nationale des Risques	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Participer à la formation des formateurs pour la chaine de poursuites pénales	Autorités d'enquêtes et de poursuites pénales	Renforcer la délivrance des actions de LBC/FT/FP	**Elevé**	Évaluation Nationale des Risques	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Participer à un atelier de partage des connaissances visant à renforcer les capacités des cellules d'enquête et de lutte contre la cybercriminalité, organisé par la police nationale en partenariat avec Wave Mobile Money.	CENTIF, Police Nationale et opérateurs privés de téléphonie mobile	Renforcer la coopération nationale et la sensibilisation des acteurs	**Elevé**	Évaluation Nationale des Risques	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Organiser une session de formation sur la méthodologie des évaluations mutuelles pour le personnel technique et administratif de la CENTIF.	Personnel technique et administratif de la CENTIF	Améliorer l'interprétation et l'application des Normes du GAFI	**Elevé**	Stratégie nationale	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Organiser une session de formation sur le contrôle des sociétés immobilières, promoteurs immobiliers les agents immobiliers et de location	Sociétés immobilières, promoteurs immobiliers, agents immobiliers et de location	Mise en œuvre de mesures préventives de LBC/FT dans le secteur de l'immobilier	**Elevé**	Évaluation Nationale des Risques	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Elaborer un programme de renforcement des	CENTIF et les agents chargés de	Améliorer la collecte de renseignements financiers et la coopération	**Elevé**	Rapport d'Evaluation Mutuelle	Pas encore démarré

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
	activités d'analyse stratégique	la répression criminelle				
Renforcement des capacités– Sensibilisation	Diffuser la nouvelle loi auprès des parties prenantes nationales	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Renforcer la mise en œuvre du dispositif de LBC/FT/FP	**Elevé**	Rapport d'Evaluation Mutuelle	En cours



Sierra Léone

Notes d'efficacité et de conformité technique[54]

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Modéré	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
LC	LC	LC	LC	LC
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
PC	**NC**	**NC**	**C**	**PC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
C	**LC**	**LC**	**PC**	**PC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
PC	**PC**	**PC**	**PC**	**C**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
C	**PC**	**PC**	**PC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
LC	**LC**	**PC**	**LC**	**LC**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
LC	**PC**	**LC**	**PC**	**LC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**PC**	**PC**	**PC**	**LC**

Aperçu

La République de Sierra Léone est située en Afrique de l'Ouest. Elle est limitée par la Guinée au nord-est, le Libéria au sud-est et l'océan Atlantique au sud-ouest. La capitale de la Sierra Léone est Freetown. La Sierra Léone est un État post-conflit à faible revenu[55]. Depuis la fin de la guerre civile en 2002, des efforts et des ressources considérables ont été consacrés à la reconstruction du pays, à la réintégration de sa population, à la mise en place d'institutions fonctionnelles et d'une bonne gouvernance, et à la consolidation

[54] Mises à jour en mai 2024.
[55] Le pays a connu une guerre civile entre 1991 et 2002

de la paix et de la sécurité. Le pays est souvent cité comme un exemple de réussite en matière de consolidation de la paix.[56]

L'économie de la Sierra Léone dépend fortement de ses ressources naturelles (métaux et pierres précieux), de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, de la construction et du tourisme. La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à trois milliards huit cent dix millions de dollars américains (3,810 milliards USD)[57].

L'évaluation mutuelle sur place de la Sierra Léone s'est déroulée du 15 au 26 juillet 2019. En novembre 2024, la Sierra Léone a soumis sa requête de réévaluation de la notation à la Commission Technique/Plénière du GIABA.

Risque national

La Sierra Léone est confrontée à des vulnérabilités similaires à celles des autres États membres relativement au contrôle de ses frontières poreuses. Les pays voisins font passer des fonds en contrebande et les blanchissent à travers les frontières, et les drogues (cannabis - cultivé en Sierra Léone) font l'objet d'un trafic. Les produits sont ensuite blanchis et retournés en Sierra Léone sous forme de marchandises (principalement via des motos).

Les risques de BC/FT les plus importants et les principales infractions sous-jacentes sont liés à la corruption (corruption dans le secteur public et corruption d'agents publics), au trafic de stupéfiants, à la contrebande de produits de contrefaçon et de produits pharmaceutiques, à la fraude et aux infractions relatives à la propriété intellectuelle.

Le secteur des EPNFD en Sierra Léone, qui comprend les vendeurs de voitures (d'occasion), les négociants des diamants (négociants en minéraux et pierres précieux), les avocats et les comptables, le secteur de l'assurance, les bureaux de change et les prestataires de services de transfert de fonds, effectue des opérations en espèces. La prédominance du cash/des transactions en espèces dans l'économie, l'importance du secteur informel, le commerce illicite de minéraux précieux et les contraintes importantes en termes de capacités et de ressources des autorités compétentes accroissent la vulnérabilité du pays face au BC/FT.

Besoins en assistance technique

La Sierra Léone a pour objectif de renforcer l'appui aux agents chargés de la répression criminelle aux postes frontières, à renforcer les contrôles sur les numéraires par l'inclusion financière, et à mettre en œuvre des mesures préventives à l'intention des EPNFD en vue de renforcer la conformité.

[56] Rapport d'évaluation mutuelle du GIABA de la Sierra Léone (2021)

[57] Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Politiques et lignes directrices	Élaborer des orientations et des lignes directrices pour les institutions financières	Institutions financières	Compréhension des risques de LBC/FT/FP, compréhension des obligations et orientation des bonnes pratiques et opérations.	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré
Politiques et lignes directrices	Finaliser et publier les lignes directrices à l'intention des EPNFD.	EPNFD	Compréhension des risques de LBC/FT/FP, compréhension des obligations et orientation des bonnes pratiques et opérations.	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré
Typologies et autres études de recherche	Lancer une étude sur la menace que représente la criminalité financière	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Rapport de typologies sur la menace de la criminalité financière	**Elevé**	**Stratégie nationale**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Forums	Mise en place d'une plateforme de partenariat public/privé	Comité National de Coordination et acteurs du dispositif national de LBC/FT (secteurs privé et public)	Forum public/privé fonctionnel	**Elevé**	**Stratégie nationale**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Organiser un atelier pour élaborer une stratégie nationale et un plan d'action.	Comité National de Coordination et acteurs du dispositif national de LBC/FT	Stratégie nationale et plan d'action développés	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré

Togo



Notes d'efficacité et de conformité technique[58]

Niveau d'efficacité : Élevée/Significative/Modérée/Faible

R.I. 1	R.I. 2	R.I. 3	R.I. 4	R.I. 5	R.I. 6
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**
R.I. 7	R.I. 8	R.I. 9	R.I. 10	R.I. 11	
Faible	**Faible**	**Faible**	**Faible**	**Faible**	

Niveau de conformité technique : C/LC/PC/NC

R. 1	R. 2	R. 3	R. 4	R. 5
PC	**PC**	**C**	**LC**	**PC**
R. 6	R. 7	R. 8	R. 9	R. 10
PC	**PC**	**PC**	**C**	**PC**
R. 11	R. 12	R. 13	R. 14	R. 15
LC	**PC**	**LC**	**PC**	**NC**
R. 16	R. 17	R. 18	R. 19	R. 20
PC	**LC**	**LC**	**NC**	**PC**
R. 21	R. 22	R. 23	R. 24	R. 25
C	**PC**	**PC**	**PC**	**PC**
R. 26	R. 27	R. 28	R. 29	R. 30
PC	**C**	**PC**	**PC**	**C**
R. 31	R. 32	R. 33	R. 34	R. 35
C	**PC**	**PC**	**PC**	**PC**
R. 36	R. 37	R. 38	R. 39	R. 40
LC	**LC**	**LC**	**LC**	**LC**

Aperçu

Le Togo est un pays ouest-africain. Sa superficie est de 56 790 km2 et ses frontières avec le Ghana et le Bénin s'étendent sur plus de 600 km le long de la côte. Le Burkina Faso est la frontière nord, et le Togo possède une ouverture sur le golfe de Guinée. Lomé est sa capitale économique et administrative. L'économie du Togo repose sur l'agriculture de subsistance. Les produits agricoles comprennent le café, le cacao, le coton, l'igname, le manioc (tapioca), le maïs, les haricots, le riz, le millet perlé, le sorgho et le bétail comme le poisson. Le café et le cacao sont traditionnellement les principales cultures commerciales d'exportation, tout comme le coton. Dans le secteur industriel, les phosphates sont le produit de base le plus

[58] Mises à jour en mai 2024.

important du Togo, et le pays possède des réserves de phosphate estimées à 60 millions de tonnes métriques.[59] La Banque Mondiale estime le produit intérieur brut (PIB) du pays en 2023 à neuf milliards cent soixante-onze millions de dollars américains (9,171 milliards USD)[60].

L'évaluation mutuelle sur place du Togo s'est déroulée du 24 janvier au 10 février 2021. Depuis l'adoption de son rapport d'évaluation mutuelle, le Togo n'a pas sollicité de réévaluation de la notation de sa conformité technique. Le pays travaille avec les parties prenantes de la LBC/FT/FP pour mettre en œuvre sa stratégie nationale.

Risque national

La compréhension par le Togo des risques de BC/FT est basée sur les résultats de son évaluation nationale des risques. L'évaluation révèle que les fonds blanchis au Togo proviennent généralement de l'escroquerie (notamment la cybercriminalité), de l'évasion fiscale, de la corruption, du trafic de stupéfiants, de la traite des êtres humains, du trafic de migrants, du trafic d'animaux sauvages et de la contrebande transfrontalière d'or. Par ailleurs, des rapports indiquent que le Togo est un important couloir de contrebande pour l'or extrait illégalement au Burkina Faso et au Ghana. En outre, le golfe de Guinée, qui comprend un vaste littoral togolais, est considéré comme l'un des épicentres mondiaux de la piraterie, dont le coût s'élève à plusieurs milliards de dollars par an. Cela place le Togo parmi les États côtiers à haut risque maritime. En 2012, le Togo a enregistré après le Nigéria, le nombre le plus important d'actes de piraterie perpétrés dans le Golfe de Guinée. Le port de Lomé est un port de préférence pour les pays enclavés, ce qui accroît le risque qu'il devienne une plaque tournante pour le trafic de transit et les flux transfrontaliers illicites.[61]

Au niveau sectoriel, tous les secteurs pertinents de l'économie sont affectés par le BC à des degrés divers. Les EPNFD (bureau de change et secteur immobilier) sont considérées comme présentant le niveau de risque le plus élevé parce qu'elles concentrent la plupart des activités de BC.

Bien que le Togo n'ait été victime d'aucune attaque terroriste et n'héberge aucun terroriste, il partage une frontière septentrionale avec le Burkina Faso, où plusieurs acteurs et attaques terroristes ont été perpétrés.

Besoins en assistance technique

Le Togo est confronté aux mêmes défis que les autres États membres relativement à l'utilisation généralisée de l'argent liquide, la difficulté d'obtenir des statistiques et des données pour guider les décisions politiques, les lacunes du système juridique, l'absence de sanctions dissuasives, la difficulté de tracer les opérations au sein du secteur informel et la porosité des frontières terrestres. L'assistance technique a pour objectif d'aider le pays à obtenir une nouvelle réévaluation de la notation et à améliorer ses dispositifs de LBC/FT/FP.

59

https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2019/02/weodata/weorept.aspx?pr.x=19&pr.y=14&sy=2017&ey=2021&scsm=1&ssd=1&sort=country&ds=.&br=1&c=742&s=NGDPD%2CPPPGDP%2CNGDPDPC%2CPPPPC%2CPCPIPCH&grp=0&a=

60 Base de données des indicateurs du développement mondial, Banque Mondiale, 1er juillet 2024.

61 Rapport d'évaluation mutuelle (2021)

Type d'assistance technique	Thème	Bénéficiaire	Type - Résultat	Échelle de priorités	Source	État d'avancement
Renforcement des capacités - Atelier	Former les membres de la CONAC à leurs rôles et responsabilités dans la conduite de la politique nationale de LBC/FT.	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Renforcer la mise en œuvre du dispositif de LBC/FT/FP	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré
Renforcement des capacités - Atelier	Renforcement des capacités des membres de la Commission des mesures de gel administratif (CCGA)	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Renforcer la mise en œuvre du dispositif de LBC/FT/FP	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré
Evaluation des risques	Recrutement d'experts pour aider la CONAC et la CENTIF à réaliser l'évaluation spécifique des risques de BC/FT relatifs aux AV/PSAV	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Évaluation sectorielle des risques sur les AV/PSAV	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré
Typologies et autres études de recherche	Reprendre l'évaluation du risque spécifique de BC/FT relative aux AV/PSAV à l'aide de l'outil de la Banque Mondiale.	Parties prenantes de LBC/FT/FP	Évaluation sectorielle des risques sur les AV/PSAV	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré
Typologies et autres études de recherche	Procéder à une évaluation spécifique des risques de BC/FT dans le secteur maritime.	Évaluation sectorielle des risques sur les AV/PSAV	Évaluation sectorielle des risques de BC/FT dans le secteur maritime	**Elevé**	**Rapport d'Evaluation Mutuelle**	Pas encore démarré

Définitions des termes[62]

Stratagème d'escroquerie 419 : Il s'agit d'une escroquerie aux paiements par avance, connue sous le nom de « escroquerie 419 », en référence à l'article du code pénal du Nigéria relatif à l'escroquerie. Ce type d'escroquerie consiste généralement à promettre à la victime une part importante d'une grosse somme d'argent en échange d'un petit paiement initial, que l'escroc prétend exiger pour couvrir les frais de documentation, de transfert, etc. Souvent, la somme est censée être le produit d'une loterie ou des fonds personnels/familiaux transférés hors d'un pays par une victime d'un gouvernement oppresseur, bien que de nombreux types de scénarios aient été utilisés. Ce stratagème est perpétré à l'échelle mondiale par courrier électronique, télécopie ou courrier postal.

Lutte contre le Blanchiment de Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération (LBC/FT/FP) : Terme générique utilisé pour décrire l'ensemble du dispositif juridique, procédural et répressif que les pays doivent mettre en œuvre pour lutter contre les menaces de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et de la prolifération.

Contrebande d'espèces en vrac : Les espèces en vrac désignent les grandes quantités de billets de banque que les criminels accumulent à la suite de divers types d'activités criminelles. La contrebande, dans le contexte de l'argent liquide en vrac, fait référence aux tentatives ultérieures des criminels de transporter physiquement l'argent d'un pays à l'autre.

Rapport sur les transports transfrontaliers de devises : Selon les Recommandations du Groupe d'Action Financière (GAFI), les pays doivent mettre en place un système de déclaration des devises qui s'applique à tous les transports physiques d'espèces et d'autres instruments monétaires négociables, à l'entrée comme à la sortie.

Contre-valeur : Souvent utilisé pour régler les dettes entre les hawaladars ou les commerçants. L'une des parties surévalue ou sous-évalue une marchandise ou un article commercial tel que l'or, transférant ainsi de la valeur à une autre partie et/ou compensant une dette.

Déclaration sur les opérations en espèces (DOE) : Dans certains pays, les institutions financières sont tenues de faire une déclaration de soupçon chaque fois qu'elles effectuent une opération en devises dépassant un certain montant. Le seuil requis par le GAFI est de 10 000 $ ou le montant varie selon les pays. Ces rapports contiennent des informations d'identification importantes sur les titulaires de comptes et les opérations. Les rapports sont généralement transmis à la Cellule de Renseignement Financier (CRF) du pays.

Customer Due Diligence/Know Your Customer (CDD/KYC): La première mesure que les institutions financières et les EPNFD doivent prendre pour détecter, dissuader et prévenir le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme est de maintenir une connaissance et des données adéquates sur les clients et leurs activités financières.

[62] Rapport sur la stratégie internationale de contrôle des stupéfiants des États-Unis, Volume II Blanchiment de Capitaux (2023)

Groupe Egmont des CRF: L'organisme international de définition des normes des CRF. L'organisation a été créée dans le but de servir de centre pour surmonter les obstacles qui empêchent l'échange transfrontalier d'informations entre les CRF.

Groupe d'Action Financière Le GAFI a été créé par les dirigeants du G7 en 1989 afin de répondre à l'inquiétude croissante suscitée par la menace que le blanchiment de capitaux fait peser sur le système financier international. Cet organe intergouvernemental d'élaboration des politiques a été chargé d'examiner les techniques et les tendances en matière de blanchiment de capitaux, de fixer des normes internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de superviser la revue de la conformité aux normes.

Organisme Régional de Type GAFI (ORTG) : Ces organismes, qui s'inspirent du GAFI et se voient accorder certains droits par cette organisation, servent de centres régionaux sur les questions relatives à la LBC/FT. Leur objectif principal est de promouvoir la mise en œuvre par les pays membres de dispositifs exhaustifs de LBC/FT et de faire progresser la mise en œuvre des Recommandations du GAFI.

Cellule de Renseignements Financiers (CRF) : Dans les États membres du GIABA, une agence nationale centralisée chargée de recevoir, de solliciter, d'analyser et/ou de disséminer les informations financières communiquées aux autorités compétentes, principalement en ce qui concerne les produits présumés du crime et le financement potentiel du terrorisme. La mission d'une CRF est définie par la loi ou la réglementation nationale.

Zone franche/zone de libre-échange (ZF/ZLE): Zone commerciale et/ou industrielle spéciale où les marchandises étrangères et nationales peuvent être introduites sans être soumises au paiement des droits de douane, taxes et/ou redevances habituel(le)s. Les marchandises, notamment les matières premières, les composants et les produits finis, peuvent être stockées, vendues, exposées, reconditionnées, assemblées, triées ou manipulées de toute autre manière avant d'être réexportées ou introduites dans la zone du pays couverte par la douane. Les droits sont imposés sur la marchandise (ou sur les articles fabriqués à partir de la marchandise) uniquement lorsque les marchandises passent de la zone à une région du pays soumise à la douane. Les ZF/ZLE peuvent également être
appelées zones économiques spéciales, ports francs, zones franches ou entrepôts sous douane.

Compte entonnoir : Un compte de particulier ou de société situé dans une zone géographique qui reçoit de multiples dépôts en espèces, souvent pour des montants inférieurs au seuil de déclaration des espèces, et sur lequel les fonds sont retirés dans une zone géographique différente, peu de temps s'écoulant entre les dépôts et les retraits.

Hawala : Il s'agit d'un système de courtage séculaire basé sur la confiance, présent dans le monde entier mais plus étroitement lié au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud. Il permet aux clients et aux courtiers (appelés hawaladars) de transférer de l'argent ou des valeurs sans les déplacer physiquement, souvent dans des régions du monde où les banques et autres institutions formelles sont peu ou pas présentes. Il est utilisé par de nombreuses différentes cultures, mais sous des noms différents ; « hawala » est souvent utilisé comme terme passe-partout pour ces systèmes dans les discussions sur le financement du terrorisme et les questions connexes.

Hawaladar : Un courtier dans un réseau hawala ou de type hawala.

Intégration : Dernière étape du processus de blanchiment de capitaux. L'argent blanchi est introduit dans l'économie par des méthodes qui le font passer pour une activité commerciale normale, comme l'achat de biens immobiliers, l'investissement en bourse et l'achat d'automobiles, d'or et d'autres objets de grande valeur.

Organisations internationales : Les organisations internationales sont des entités créées par des accords politiques formels entre leurs États membres qui ont le statut de traités internationaux ; leur existence est reconnue par la loi dans leurs pays membres et elles ne sont pas traitées comme des unités institutionnelles résidentes des pays dans lesquels elles sont situées. Les exemples d'organisations internationales comprennent les Nations Unies et les organisations internationales affiliées telles que l'Organisation Maritime Internationale ; les organisations internationales régionales telles que la Commission de la CEDEAO, les Institutions de la CEDEAO (GIABA, OOAS, etc.), les institutions de l'Union Européenne, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe et l'Organisation des États Américains ; les organisations internationales militaires telles que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, et les organisations économiques telles que l'Organisation Mondiale du Commerce ou l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, etc.

Superposition : Il s'agit de la deuxième étape du processus de blanchiment de capitaux. L'objectif de cette étape est de rendre plus difficile la détection ou le suivi des produits illicites par les services de répression. Les méthodes utilisées comprennent la conversion d'espèces en instruments monétaires, le transfert d'argent entre comptes bancaires, etc.

Personne morale : Une société/entreprise ou une autre entité légalement créée qui a des droits légaux et est soumise à des obligations. Dans les Recommandations du GAFI, une personne morale désigne un partenariat, une société, une association ou toute autre entité créée qui peut exercer des activités commerciales ou posséder des biens, par opposition à un être humain (également appelé personne physique).

Transactions miroir : L'achat et la vente quasi simultanés d'un même nombre d'instruments financiers dans différentes devises.

Évaluation mutuelle (EM) : Tous les membres du GAFI et des ORTG se sont engagés à faire l'objet d'un suivi multilatéral périodique et d'un examen par les pairs afin d'évaluer leur conformité aux Recommandations du GAFI. Les évaluations mutuelles constituent l'un des principaux instruments du GAFI/ORTG pour déterminer l'efficacité du dispositif de LBC/FT d'un pays.

Rapport d'évaluation mutuelle (REM) : A la fin du processus d'évaluation mutuelle du GAFI/ORTG, l'équipe d'évaluation publie un rapport qui décrit le dispositif de LBC/FT du pays et évalue son efficacité et sa conformité aux Recommandations du GAFI.

Paiements mobiles ou M-Payments : Terme générique qui fait généralement référence à l'utilisation croissante des téléphones portables pour créditer, envoyer, recevoir et transférer de l'argent et des valeurs virtuelles.

Personne physique : En jurisprudence, une personne physique est un être humain réel, par opposition à une personne morale (cf. ci-dessus). Dans de nombreux cas, les droits fondamentaux de l'homme ne sont implicitement accordés qu'aux personnes physiques.

Centre financier offshore : Il s'agit généralement d'une juridiction à faible taux d'imposition qui fournit des services financiers et d'investissement aux entreprises et aux particuliers non-résidents. En règle générale, les sociétés qui exercent leurs activités dans des centres offshore n'ont pas le droit d'avoir des clients résidant dans la juridiction. De tels centres peuvent avoir des dispositions strictes en matière de secret ou des exigences minimales en matière d'identification.

La surfacturation : Lorsque les blanchisseurs de capitaux et les personnes impliquées dans le transfert de valeurs, la fraude commerciale et le financement illicite présentent de manière erronée des biens ou des services sur une facture en indiquant qu'ils coûtent plus cher qu'ils ne valent en réalité. Cela permet à l'une des parties à la transaction de transférer de l'argent à l'autre sous le couvert d'un commerce légitime.

Personnes Politiquement Exposées (PPE) : Terme décrivant une personne qui s'est vu confier une fonction publique importante ou une personne qui lui est étroitement associée. Cela inclut les dirigeants des organisations internationales.

Placement : Il s'agit de la première étape du processus de blanchiment de capitaux. L'argent illicite est déguisé ou présenté sous un faux jour, puis mis en circulation par l'intermédiaire, entre autres, d'institutions financières, de casinos, de magasins et d'autres sociétés, tant au niveau local qu'à l'étranger. Diverses méthodes peuvent être utilisées à cette fin, notamment la contrebande de devises, les opérations bancaires, les échanges de devises, l'achat de titres, la structuration des transactions et le mélange de fonds illicites et licites.

Organisation professionnelle de blanchiment de capitaux : Les personnes, les réseaux et les organisations qui participent au blanchiment pour le compte de tiers moyennant des honoraires ou des commissions. Les blanchisseurs professionnels ne participent généralement pas à l'activité criminelle sous-jacente génératrice de produits.

Organisme d'autorégulation (OAR) : Un OAR est un organisme qui représente une profession (par exemple, les avocats, les notaires, d'autres professionnels du droit ou comptables indépendants, les EPNFD) et qui est composé de membres de la profession. Il a pour rôle de réglementer les personnes qui sont qualifiées pour accéder à la profession et qui l'exercent, et remplit également certaines fonctions de supervision ou de contrôle. De tels organismes doivent appliquer des règles pour garantir la conformité aux normes éthiques et morales élevées par les personnes qui exercent la profession.

Société écran : Il s'agit d'une société constituée sans activité significative, établie dans le seul but de détenir ou de transférer des fonds, souvent à des fins de blanchiment de capitaux. Comme leur nom l'indique, les sociétés écrans n'ont qu'un nom, une adresse et des comptes bancaires ; les blanchisseurs de capitaux astucieux tentent souvent de les faire ressembler davantage à des sociétés réelles en conservant de faux documents financiers et d'autres éléments.

Stablecoin (crypto-monnaie) : Une crypto-monnaie dont le prix est conçu pour être rattaché à un actif de référence. L'actif de référence peut être de la monnaie fiduciaire, des matières premières négociées en bourse ou une crypto-monnaie.

Déclaration d'opérations suspectes/déclaration d'activités suspectes (DOS/DAS) : Si une institution financière a des soupçons ou de bonnes raisons de suspecter que les fonds impliqués dans une opération

donnée proviennent d'une activité criminelle ou terroriste, elle est tenue de transmettre à sa CRF nationale une déclaration contenant des informations clés sur l'opération.

Divulgation : La divulgation d'opération d'une activité suspecte ou inhabituelle à une personne destinataire d'un tel signalement ou à un tiers. Les Recommandations du GAFI appellent à la criminalisation d'une telle action.

Blanchiment de capitaux basé sur le commerce (BCBC) : Processus consistant à dissimuler les produits du crime et à en transférer la valeur par le biais de transactions commerciales dans le but de légitimer leur origine illicite.

Sous-facturation : Lorsque les blanchisseurs de capitaux et les personnes impliquées dans le transfert de valeurs, la fraude commerciale et le financement illicite présentent de manière erronée des biens ou des services sur une facture en indiquant qu'ils coûtent moins cher qu'ils ne valent en réalité. Cela permet aux commerçants de régler leurs dettes mutuelles sous forme de biens ou de services.

Ordonnance sur la richesse inexpliquée (ORI) : Type d'ordonnance judiciaire visant à contraindre une personne à révéler les sources de sa richesse inexpliquée. Les ORI requièrent du propriétaire d'un bien d'expliquer comment il a pu se procurer ledit bien. Les personnes qui ne parviennent pas à fournir de réponse peuvent voir leurs biens saisis ou faire l'objet d'autres sanctions.

Prestataires de services d'actifs virtuels : Toute personne physique ou morale dont l'activité consiste à fournir une plateforme utilisée pour acquérir, vendre, échanger ou interagir de toute autre manière avec le marché des actifs virtuels pour le compte d'un tiers ; qui assure la conservation et/ou l'administration d'actifs virtuels ou d'instruments permettant de contrôler les actifs virtuels ; ou qui participe et fournit des services financiers liés à l'offre et/ou à la vente d'un actif virtuel par un émetteur.

Monnaie virtuelle : La monnaie virtuelle est une forme de monnaie ou un moyen d'échange basé sur Internet, distincte des monnaies physiques ou des formes de valeur telles que les billets de banque, les pièces de monnaie et l'or. Elle est créée et stockée de façon électronique. Certaines sont cryptées. Elles permettent des transactions instantanées et un transfert de propriété sans frontières. Les monnaies virtuelles peuvent généralement être acquises, négociées et échangées entre groupes d'utilisateurs et peuvent être utilisées pour acquérir des biens physiques et des services, mais elles peuvent également être limitées ou restreintes à certaines communautés en ligne, telles qu'un réseau social ou un jeu Internet donné.